

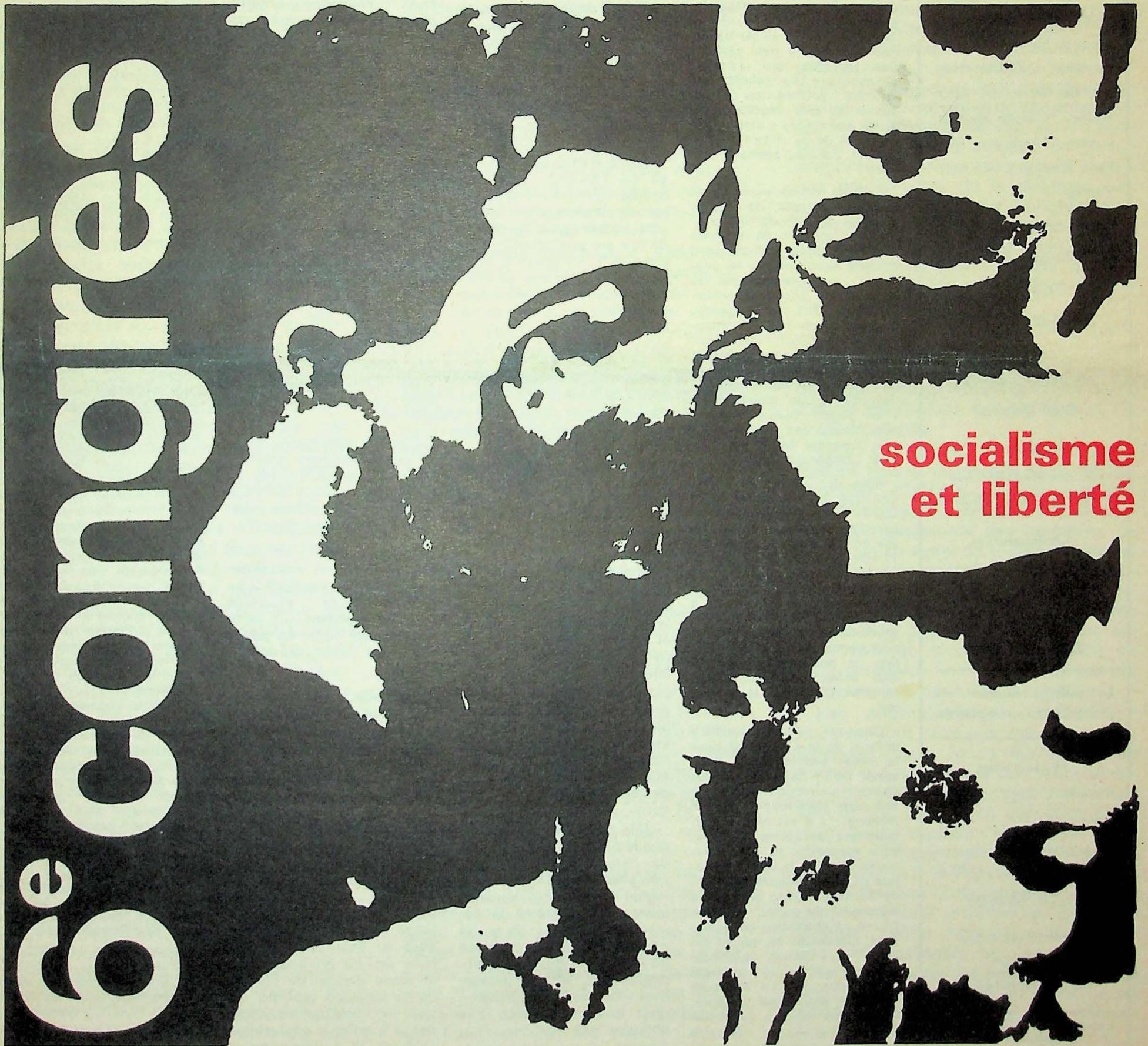
tribune

socialiste

Hebdomadaire
du Parti Socialiste Unifié

JEUDI 16 JANVIER 1969 — N° 395

1F50



6^e congrès

socialisme
et liberté

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Christian Guerche

Rédacteur en Chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolanges, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Heracet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette

Claude Picart

Publicité

Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication

Guy Degorce

Rédaction :

81, rue Mademoiselle
Paris (15^e). Tél. 306-22-60

Administration
et Publicité :

54, Bd Garibaldi

Paris (15^e)

Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est
tiré à 27.850 exemplaires.

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien, à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris-9^e.

Actuelles

La CGT et l'unité d'action

Nouvelle offensive C.G.T. cette semaine, avec la proposition d'une journée nationale d'action organisée, dans l'unité, par les trois grandes centrales ouvrières.

La tactique du Front syndical n'ayant pas de succès, on la range pour un temps et on essaie autre chose. On propose donc aux camarades de se retrouver tous ensemble. Et pour que les choses soient bien claires on leur dit aussi ce qu'il faudra revendiquer au cours de cette journée : la réduction de la durée du travail, l'échelle mobile des salaires, des accords sur l'emploi, l'avancement du rendez-vous de mars... pour ne citer que les points les plus importants. Et si les camarades n'étaient pas satisfaits de ce choix ? Et s'ils avaient d'autres points à inscrire ?

Il serait fort étonnant que la C.F.D.T. accepte de défiler derrière des banderoles vantant les mérites de l'échelle mobile. Et cette centrale vient de faire savoir qu'elle ne souhaitait pas l'avancement du rendez-vous social de mars. Mais la C.F.D.T. n'a pas répondu immédiatement à la proposition de la C.G.T., c'est peut-être le signe que son attention a été retenue. F.O. quant à lui dit non. Le bureau confédéral demande à ses organisations « de rejeter toutes propositions, quelle que soit leur nature, émanant de la C.G.T. » c'est catégorique.

Mais rien ne permet d'affirmer que la proposition de la C.G.T. n'est pas réaliste. Une journée nationale d'action, si elle ne prend pas la forme des 17 Mai d'avant 68, peut permettre au mouvement syndical de mesurer l'ardeur combative des travailleurs et de retrouver son nouveau souffle. Après la grève de juin seuls les succès sont permis, une journée d'action ne peut s'offrir le luxe d'un échec ou d'une demi réussite. C'est tout le problème.

Quoi qu'il en soit la tactique unitaire de la C.G.T. est pour le moins bizarre. Deux jours après l'offre faite aux autres centrales, Georges Séguy faisait cette déclaration dans un meeting : « Il est bien regrettable que les autres organisations syndicales se soient désolidarisées de la C.G.T. à propos de cette brûlante question de l'échelle mobile et qu'elles continuent de parler, à ce sujet, de revendication conservatrice. Conserver ce qui fut imposé par l'action syndicale n'est-ce pas notre principal souci commun ? La meilleure façon de progresser consiste, en premier lieu, à préserver l'acquit. Les autres centrales syndicales sont-elles vraiment

à l'aise lorsque le gouvernement et le patronat s'appuient sur leur position pour rejeter l'échelle mobile et accuser la C.G.T. de démagogie ? Il y a là matière à réflexion et intervention pour les travailleurs qui jugent légitime notre revendication... »

Mais ce ne sont peut-être là que propos malheureux, il faut le souhaiter. Sinon cet appel à l'unité ressemblerait plus à un plaidoyer pour la division. □

Les actions fascistes à Nice

Le 30 décembre dernier, Alain Raybaud, animateur du comité d'action de la Faculté des Lettres de Nice, était blessé d'une balle de 22 long rifle par Golikoff, président de l'Association générale des Etudiants de Nice (qui relève de la F.N.E.F.).

Raybaud était venu au siège de l'A.G.E.N. pour demander des éclaircissements sur les responsables des dégâts commis pour la seconde fois sur sa voiture (pneus crevés). Il fut d'abord blessé par une planche qu'il reçut sur la tête en traversant le jardin du local de la F.N.E.F. Alors qu'il se repliait avec ses camarades, il fut atteint par l'un des quelque quinze coups de feu tirés. La balle, qui l'a frappé à la cuisse, a ricoché sur l'asphalte en dehors des limites de l'A.G.E.N.

Dès le surlendemain, Golikoff fut mis en liberté provisoire, ce qui lui donnait manifestement la possibilité de se concerter avec ses témoins.

Quant à Raybaud, « Le Monde » et « Nice-Matin » ont annoncé prématurément une inculpation (pour coups et violences volontaires) qui ne lui est toujours pas notifiée.

Maitre Pasquini, ex-vice-président U.N.R. à l'Assemblée nationale, assure la défense de Golikoff qui est notoirement connu pour avoir été, jusqu'à une époque récente, un dirigeant d'Occident.

Tels sont les faits. Et, quelle que soit la profondeur de notre désaccord politique avec Alain Raybaud (sur lequel nous nous sommes clairement exprimés la semaine dernière dans le compte rendu du Congrès de l'U.N.E.F.), il ne nous empêche pas de condamner avec vigueur l'agression dont il a été victime. Elle n'illustre que trop bien l'audace et l'impunité qui caractérisent les actions fascistes dont Nice est le théâtre.

risent les actions fascistes dont Nice est le théâtre.

Le banc d'essai du fascisme

Car l'attentat contre Alain Raybaud n'est pas un acte isolé que l'on pourrait imputer à la seule « nervosité » de Golikoff. Le lendemain, dans la nuit du 9 au 10 janvier, les fascistes entrent par effraction dans la faculté des Lettres, en brisant les vitres. Puis ils saccagent le local des comités d'action, volent une ronéo, une machine à écrire, des brochures. Enfin, ils signent leur œuvre en recouvrant les murs d'inscriptions ordurières et de croix gammées accompagnées du sigle C.R.O.C. (Comité de Résistance contre l'Oppression Communiste).

Puis, le vendredi 10 janvier, entre 12 et 14 heures, les locaux de la M.N.E.F. sont attaqués à leur tour. 8.000 F, soit l'argent en caisse de la section locale de la Mutuelle, sont volés.

Ces actions ne sont que le prolongement de celles qui ont été menées depuis mai. Déjà, le lundi 20 mai, un militant J.C.R. partiellement infirme était enlevé et torturé dans les locaux de l'A.G.E.N. pour qu'il livre des adresses. Un autre militant J.C.R., attaqué à son domicile, doit se sauver par la fenêtre.

Dans la semaine du 10 au 15 juin, 3 militants sont enlevés et torturés à coups de barre de fer dans un local inconnu. L'un d'eux doit passer dix jours à l'hôpital.

En novembre, c'est Alain Raybaud qui est enlevé devant chez lui et torturé. Les renseignements recueillis donnent à penser que cette action a été commise par le C.D.R. de Saint-Laurent-du-Var.

De cette série de violences, dont les auteurs sont évidemment les mêmes, la presse n'a guère mentionné que l'agression contre Raybaud, difficile à dissimuler. Il y aurait pourtant beaucoup à dire sur les liaisons, bien connues à Nice, entre les gangs, les notables politiques et la police. Et pourtant elles ne suffisent pas à expliquer l'impunité dont jouissent les auteurs de ces actes nettement fascistes. Tout au plus font-elles de Nice le lieu privilégié pour un banc d'essai de l'usage de la violence fasciste qui vise simultanément à intimider et à isoler le mouvement étudiant, et à démontrer la

nécessité d'un renforcement des « forces de l'ordre ».

A cet égard, Nice est un présage inquiétant des méthodes que rêve de généraliser la base réactionnaire de la majorité. Et contre lesquelles nous devons nous prémunir en organisant la riposte de toutes les forces militantes menacées. □

(De notre correspondant à Nice.)

Meeting et réunions

— Vendredi 17 janvier : BREST. Michel ROCARD.

— Samedi 18 - Dimanche 19 janvier : TOULOUSE. Marc HEURGON. Stage des Etudiants du P.S.U.

— Lundi 20 janvier : NIMES. Marc HEURGON - Jacques SAUVAGEOT et André BARJONET.

— Mercredi 22 janvier : Ste Geneviève - des - Bois. Michel ROCARD.

— Samedi 25 - dimanche 26 janvier : Jura.

Samedi 17 h. 30 : Conférence de Presse à Dôle; à 21 heures : réunion publique à Lons-le-Saunier. Dimanche 10 heures : réunion publique à St-Claude; à 15 heures : assemblée fédérale à Lons-le-Saunier.

STAGES JEUNES

Une des failles de la rencontre nationale jeunes de novembre ayant été le manque de formation des participants, le stage organisé, du 29 décembre au 1^{er} janvier dans les environs de Grenoble, pour les responsables régionaux jeunes était donc un stage de formation.

Du côté de la formation, on peut considérer que le stage est une réussite bien que l'on en soit resté au stade de l'initiation. En deux jours et demi on a évoqué et décrit les mécanismes de l'économie capitaliste, esquissé les analyses de l'économie marxiste, et abordé l'énorme travail de Poulantzas : **Pouvoir politique et classes sociales**. Ceci était une excellente introduction au futur travail de formation des groupes jeunes.

Une demi-journée fut consacrée à l'animation des C.C.R.I. (comité de coordination régional jeunes). Mais très peu de régions étaient représentées, et cette séance de travail fut un recueil d'idées — des plus gentilles aux plus explosives — pour faire prendre conscience au parti de la nécessité de former des responsables, et en particulier les jeunes.

De chute de neige en chute à luge, nous n'avions que nos yeux pour pleurer de rire. Une larme pour les absents !

● Couple étudiant travaillant cherche deux pièces ou studio confort, Paris ou proche banlieue.

Ecrire T.S. qui transmettra.

Le socialisme est actuel

Michel Rocard

La situation actuelle a au moins l'avantage de la clarté. Devant un gouvernement et un régime en pleine désagrégation, les forces traditionnelles d'opposition se révèlent incapables de mener le combat politique de manière sérieuse, non seulement dans le pays, mais même au Parlement. La crise du courant social-démocrate est telle que ses divisions internes s'approfondissent, qu'elles séparent le gros du courant de son aile radicale, ou les éléments modernistes de la SFIO, ou même à l'intérieur de cette dernière différentes fractions plus ou moins intransigeantes sur « les traditions ». Après la grande fédération, la petite est également décédée, et le « nouveau parti socialiste » paraît fort compromis. Les organisations sont en fait réduites au silence, et c'est le Parti communiste qui les remplace en proposant une démocratie avancée, c'est-à-dire quelques réformes.

Une telle situation a fait écrire à de nombreux commentateurs qu'il n'y avait plus de gauche. D'autres ont parlé des décombres de la gauche, du néant de l'opposition. Ce sont jugements d'analystes parlementaires.

Que les vieilles organisations n'aient pas su faire place à la puissante volonté socialiste qui remonte dans ce pays est un fait indéniable.

Que les forces qui représentent pour une part ce courant socialiste en gestation n'aient pas encore pris toute les dimensions publiques de l'importance qui est dès aujourd'hui la leur est un autre fait indéniable.

Mais il est tout aussi évident que dans le mouvement ouvrier, et notamment dans chacune des ses trois centrales syndicales, que dans l'agriculture, que dans le monde enseignant, que dans le secteur de l'animation culturelle ou du spectacle, que dans le secteur de l'action locale et régionale, des hommes et des femmes de plus en plus nombreux se posent toutes les questions que soulève la crise présente, et notamment celle de la société socialiste à construire.

De toutes parts montent les revendications significatives, les formes de lutte nouvelles, comme la volonté de rendre convergentes au nom du so-

cialisme les actions qui se mènent partout.

L'effondrement de la gauche officielle et les conditions dans lesquelles il se fait ont ceci de positif que deux conclusions en découlent de la manière la plus claire.

La première consiste en ce que le courant socialiste à construire ne peut en aucune manière s'intégrer aux forces anciennes. Parti nouveau cela devrait normalement vouloir dire qu'il ne prend en charge ni les structures, ni les habitudes, ni les traditions, ni la direction du parti ancien. Si ce n'est pas le cas il n'y aura pas de parti nouveau et il faut construire ailleurs.

La seconde conclusion, enfin évidente après quatre années perdues, est que le développement d'un courant socialiste capable d'être victorieux ne passe pas par le rapiéçage. Les divers types de coalitions envisageables entre d'innombrables groupes multiformes n'ont aucun sens et sont vouées à l'échec. Nous l'avons toujours pensé, la dernière déclaration de la Convention le confirme.

Dans ces conditions la tâche est plus claire que jamais. C'est moins un parti qu'il faut construire qu'un courant très vaste dans lequel des organisations syndicales, sociales, culturelles comme politiques sauront élaborer par libre discussion entre elles la stratégie commune des forces socialistes. Les luttes de ce courant doivent être menées de manière telle que les militants isolés y trouvent leur place aussi longtemps qu'ils n'ont pas décidé de rejoindre une organisation. Le rôle du P.S.U. dans ce courant est d'en être une traduction politique, tout comme de proposer à la discussion commune les analyses et les orientations qui paraissent pouvoir contribuer à la définition des objectifs et des actions communs.

Le seul moyen de construire ce courant n'est pas de jouer les rassembleurs sur la base de plates-formes vagues, mais de lui proposer une orientation. La crise de la gauche, c'est d'abord l'incertitude sur les choses à faire et les luttes à mener. C'est le caractère convaincant des orientations qui peut ramener les travailleurs au

combat militant et non le grossissement des organisations par replâtrages en tous genres.

Cette tâche, la définition des orientations possibles du courant socialiste, c'est celle du 6^e Congrès du Parti. Le Comité Politique national du P.S.U., après une discussion fructueuse et significative sur le point de savoir s'il devait s'engager en tant que direction politique sur l'orientation proposée, ce qui fut finalement décidé, ou au contraire soumettre à la base un travail préparatoire en ne préjugant même pas par un vote de la direction, les orientations futures du Congrès, a finalement adopté à l'unanimité sauf une voix contre et quelques abstentions l'ensemble des thèses que les lecteurs de **Tribune Socialiste** trouveront dans ce numéro.

Ce sont des documents préparatoires à la discussion, et par conséquent modifiables sans limite. L'essentiel est que leur discussion fasse mûrir la réflexion de chacun sur les tâches qui sont les nôtres.

Le VI^e Congrès n'aura toute sa signification que si, au niveau local, départemental, régional comme national, ces thèses sont soumises à la discussion non seulement des membres du P.S.U., mais aussi de toutes les forces du courant socialiste. Les militants politiques d'autres organisations, les militants syndicalistes, les militants d'éducation populaire, et tous les autres, doivent avoir la possibilité de faire connaître leurs réactions sur les analyses que nous leur proposons.

Les affirmations essentielles qui nous guident sont simples : le socialisme est actuel. Seule une alliance de forces qui ne bornent pas leurs ambitions au replâtrage du système, et qui savent que celui-ci se défendra durement peut l'imposer. Pour créer cette alliance, l'organisation d'un courant socialiste et le développement du P.S.U. sur une base autonome restent des conditions prioritaires. Si le VI^e Congrès ratifie cette orientation, et si elle est partagée par les militants innombrables qui se battent dans tous les secteurs d'activité du pays, on ne parlera plus longtemps des décombres de la gauche

1 - Le capitalisme en crise

Trois réunions du C.P.N., en août, décembre 1968, et janvier de cette année, ont permis d'aborder les problèmes essentiels, qui se posent au courant socialiste en France. Les thèses que nous présentons ici, ont été élaborées par le Bureau National, et largement amendées par le Comité Politique National.

Elles constituent un cadre pour la discussion, en même temps qu'une orientation politique générale. Il appartient à tous les militants du parti de s'en saisir, de les discuter, de les enrichir, de les compléter, voire de les rejeter.

Le Congrès, sera le point culminant de la discussion et en même temps le point de départ des nouvelles actions que le P.S.U. va entreprendre.

D'ici la tenue du Congrès, Tribune Socialiste publiera des Tribunes libres, destinées à nourrir la discussion en cours

● 1. — De 1945 au début des années 60, l'économie capitaliste a connu une phase d'expansion presque continue d'une ampleur exceptionnelle. A plusieurs reprises, la conjoncture a subi des ralentissements mais à aucun moment cela n'a dégénéré en une véritable crise comme il s'en est tant produites avant 1939. Cette évolution a été lancée par les dépenses de reconstruction, puis soutenue par les dépenses militaires. Mais on ne doit pas sous-estimer le rôle essentiel joué par les Etats dans le soutien et la régulation de la croissance. En incitant alternativement à la formation des investissements et à l'accroissement de la demande, ils ont retardé la réapparition des contradictions les plus classiques du capitalisme dans chacun des pays occidentaux. En même temps, le commerce international a pu se développer grâce à la croissance des moyens de paiements encouragée par les Etats-Unis. Néanmoins, tout ce système d'interventions étatiques et de prédominance de l'économie américaine apparaît clairement comme un héritage des années de guerre.

● 2. — Avec la croissance, les deux éléments essentiels de bon fonctionnement ont tendu à disparaître. D'une part, progrès technique et progrès économique ont conduit à la concentration des instruments techniques et financiers de la production. Dans le but de profiter de vastes marchés, les firmes capitalistes ont poussé à la suppression des entraves nationales à leur propre développement. Dans chaque pays, elles ont cherché à réduire les secteurs pré-capitalistes, à s'affranchir des objectifs trop étroits, des propriétaires du capital et à limiter l'intervention des Etats en faveur des secteurs non capitalistes. Dans l'économie mondiale, elles ont développé toutes les formes du néo-colonialisme en réduisant les chances d'un développement autonome des pays du tiers monde et elles ont en même temps revendiqué avec succès la libération des échanges de marchandises et de capital.

Mais l'ouverture des frontières, à son tour, a fait apparaître une double contradiction : elle révèle l'iné-

galité des productivités d'un pays à l'autre au moment où elle uniformise les besoins ; elle diminue l'efficacité des interventions étatiques alors que celles-ci sont encore plus nécessaires pour corriger les fluctuations transmises par les échanges extérieurs. Les firmes à la recherche de leur autonomie essaient de se soustraire aux « directives nationales » et les Etats ne peuvent défendre les équilibres internes qu'en pratiquant de plus en plus fréquemment des politiques de « stabilisation ».

● 3. — D'autre part, le système monétaire international s'est lui aussi détraqué.

Il ne pouvait fonctionner qu'à la condition que les différents pays européens acceptent indéfiniment le dollar comme moyen de règlement et de conservation des créances et surtout que la permanence du déficit financier extérieur des Etats-Unis se maintienne pour laisser croître les réserves de l'ensemble des pays capitalistes. Lorsque les différents pays créanciers ont cessé d'accepter ces conditions, les U.S.A. ont été contraints de limiter leur propre déficit et de ce fait même ils ont ralenti la croissance des liquidités internationales, alors que le volume des échanges et des transferts continuait à s'accroître d'année en année. Chaque pays vit désormais à la merci d'une spéculation contre sa propre monnaie du fait que pour aucun d'entre eux, le volume des réserves de change publiques n'est à la mesure des masses de transferts qui peuvent être décidées à tout moment par les capitalistes privés.

● 4. — Dès lors les manifestations de crises se sont multipliées. Depuis des années, la Grande-Bretagne cherche à imposer la discipline des salaires pour sauver le rôle international de ses firmes, l'Allemagne doit son expansion actuelle à la récession organisée en 1966-1967 qui avait élevé le nombre de chômeurs à 700.000 ; (l'Italie avait fait de même en 1963-1964) ; la France en est à sa 3^e phase de stabilisation organisée pour défendre sa balance commerciale, modérer la demande intérieure et peser sur les salaires par le chômage.

En réalité, chaque pays s'efforce d'affronter la concurrence internationale en sacrifiant des objectifs sociaux ou collectifs et en pratiquant des politiques industrielles qui déguisent de moins en moins les actions de dumping. Partout s'opère un resserrement entre milieux capitalistes et dirigeants de l'Etat et de l'Administration pour décider en commun des choix nécessaires à la stratégie capitaliste des firmes nationales et accélérer leur concentration.

Mais en même temps, les dirigeants capitalistes aimeraient bénéficier des regroupements internationaux pour échapper à la contrepartie de l'aide étatique qui risque d'être un certain contrôle sur leurs décisions.

● 5. — La crise du capitalisme se développe alors sous trois aspects :

— C'est d'abord une crise de direction ; les anciennes équipes patronales très proches des détenteurs du capital doivent rechercher la participation de techniciens qui imposent de nouvelles conceptions de l'intérêt capitaliste à long terme, mais à leur tour ceux-ci sont mis en cause par tous ceux qui, dans l'entreprise et hors de l'entreprise, contestent la subordination de tous les moyens et de tous les objectifs de la société à l'intérêt du développement des grandes firmes.

— C'est ensuite une crise sociale qui a de graves répercussions politiques ; pour assurer la compétitivité maximum les milieux dirigeants exigent la reconversion rapide des secteurs pré-capitalistes, la diminution des « charges », c'est-à-dire des objectifs sociaux et le contrôle de la formation et de la recherche, donc de l'Université ainsi que de l'information, donc de la presse et de la radio.

— C'est ensuite une crise internationale. La solution des difficultés du système monétaire international ne pourrait être trouvée que dans un accord entre les U.S.A. et les grands pays capitalistes européens. Mais les Etats-Unis, déjà inquiets des menaces qui pèsent sur leurs positions dans les pays du tiers monde et divisés sur les orientations

à suivre pour opérer la reconversion après la fin de la guerre du Vietnam, voudraient pouvoir compter sur le système monétaire pour assurer leur emprise sur l'économie européenne. La France hier, le Japon et l'Allemagne aujourd'hui veulent au contraire utiliser leurs puissances créditrices pour remettre en cause le partage des pouvoirs internationaux, recouvrer la plénitude de leurs droits politiques et poser un jour le problème de leur force nucléaire.

Les conditions d'une crise internationale du type de 1929 ne sont, sans doute, plus réunies aujourd'hui, mais en revanche, le seul ralentissement durable de la croissance et

l'exaspération des rivalités nationales suffisent à rendre explosives les situations et à donner naissance à des contestations de plus en plus radicales correspondant aux trois aspects de la crise :

1. Contestation des centres de décision économique et politique, de leurs agents, de leurs critères, de leurs objectifs.

2. Contestation du modèle général de développement promis par le capitalisme actuel.

3. Contestation des formes impérialistes, principales et secondaires, de développement de l'économie internationale. □

2 - Les traits particuliers de la crise capitaliste en France

● 1. — Comme les autres pays occidentaux, la France a connu depuis 1945 — et surtout de 1954 à 1963 — un développement économique exceptionnel dû à la demande élevée des biens d'équipements favorisée par l'existence d'un important secteur industriel et financier public et à la demande de biens de consommation soutenue par les transferts de revenus opérés dans le cadre de la Sécurité sociale.

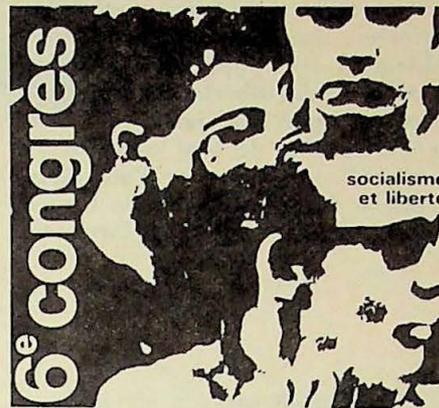
Mais l'ouverture générale des frontières rendue nécessaire par les besoins d'internationalisation de l'activité capitaliste a accru la concurrence étrangère, alors que les structures de l'économie française n'étaient pas encore aussi efficaces que celles des pays capitalistes les plus avancés.

Essayant de résoudre ces contradictions, la politique de stabilisation prolongée par le V^e Plan a provoqué

le ralentissement de l'activité économique et aggravé les inégalités que la croissance rapide avait pu masquer dans la période précédente.

Les tensions sociales engendrées par cette politique ont rendu possible le mouvement de mai-juin 1968, qui a fait apparaître clairement la profondeur des contradictions qui ébranlent la société française. Notre pays est entré ainsi de façon visible dans une période continue d'instabilité politique et sociale.

● 2. — Le gaullisme pouvait donner l'impression d'être plus apte à résoudre ce type de crises que le régime parlementaire traditionnel. L'habileté exceptionnelle du chef de l'Etat à utiliser l'autorité que lui conférait son rôle historique pendant la guerre et à jouer sur les oppositions des différents groupes dominants, ainsi que l'incapacité de la gauche à présenter une solution correspondant actuellement aux problèmes de notre époque, lui a sou-



vent permis de surmonter certaines des contradictions de la société française.

Mais il a dû pour cela édifier un pouvoir encore plus centralisateur et détruire les institutions qui permettaient jadis la discussion politique et la négociation sociale : partis, collectivités locales, organismes paritaires tels que la Sécurité sociale, tandis que les organes d'information comme l'O.R.T.F. étaient réduits à la servilité et que les organisations syndicales elles-mêmes étaient menacées de perdre leurs pouvoirs de représentativité.

● 3. — Le régime gaulliste paraissait ainsi mieux adapté aux besoins de la concentration capitaliste moderne, moins dépendant des intérêts capitalistes marginaux, sur-représentés dans le parlementarisme classique. Cependant la France tout entière n'est elle-même qu'une des puissances capitalistes secondaires engagées dans une lutte inégale contre l'impérialisme dominant des Etats-Unis. Sous le régime gaulliste, elle a été le pays le plus engagé dans cette lutte. Le Gaullisme a tenté en effet de restaurer la notion d'un état puissamment interventionniste. A l'inverse de bien des Etats capitalistes, il a défini une stratégie économique et essayé de l'appliquer en s'appuyant parfois, comme dans le pétrole, sur le secteur public. Mais elle n'a pas pu donner une cohérence à tous ses choix, ni jeter les bases économiques et sociales de sa politique dite d'indépendance nationale, faute d'une puissance industrielle suffisante. Le capitalisme français ne pouvait compenser son infériorité technologique, son insuffisance de productivité horaire qu'en pesant sur le coût de la main-d'œuvre par un taux aggravé de l'exploitation. Incapable de payer les frais d'une « politique sociale », il devait alors rechercher l'appui de la petite bourgeoisie, ennemie la plus résolue du progrès technique et du développement collectif.

Il n'a pas compris que l'instrument le plus efficace de ses ambi-

tions ne consistait pas dans l'importance du stock d'or ou le nombre de bombes atomiques mais dans la puissance de l'industrie.

● 4. — Le caractère particulièrement rétrograde et autoritaire de la plupart des capitalistes français, leur attachement à des méthodes de gestion et de commandement dépassées par l'évolution de la technologie témoignent de leur crainte devant toute modification sensible du système de domination économique, tant en raison des vieilles habitudes de prudence d'une bourgeoisie peu portée aux initiatives dans le domaine industriel, qu'en raison de l'acuité des affrontements de classe dans un passé récent (1936 - 1944 - 1953). Cela explique que depuis plusieurs mois les tensions se sont multipliées. Le retard dans la concentration des entreprises face à une concurrence internationale accrue a imposé naturellement une politique de pression renforcée sur les salaires, et d'élévation rapide de la productivité du travail par son intensification. Il est apparu ainsi un contraste saisissant entre les mythes de l'efficiencia néo-capitaliste, ouvrant à tous l'accès au bien-être matériel, et la réalité vécue quotidiennement par la quasi-totalité des travailleurs. De même, la prolifération bureaucratique d'un Etat ultra-centralisé, le mépris du Pouvoir pour toute forme, même illusoire, de dialogue, sa tendance à se contenter de manipulations électorales plébiscitaires ou d'opérations de prestige ont été autant d'éléments qui ont peu à peu atteint la légende d'un système étatique et politique qui serait soucieux de l'intérêt de tous et capable de prévoir l'événement.

● 5. — A travers l'échec du gaullisme, c'est le capitalisme français tout entier qui s'est montré incapable de se moderniser et de rattraper le capitalisme américain dans le cadre de la compétition inter-impérialiste. L'anachronisme du capita-

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

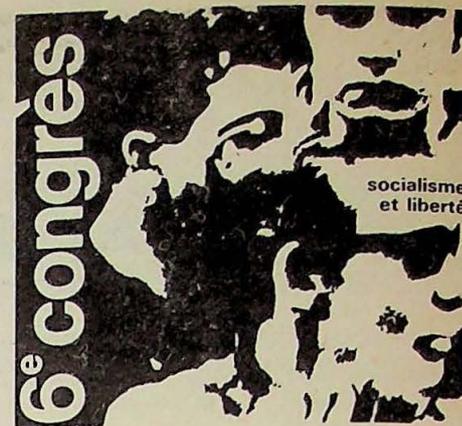
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

lisme français constitue la chance historique du socialisme dans notre pays, il crée les possibilités d'une victoire des forces socialistes en France.

Le conflit social, politique et culturel de Mai dernier a été la conséquence de cette crise structurelle du capitalisme dont les données demeurent fondamentalement inchangées. Le pouvoir gaulliste a tenté et tente de résoudre les conflits les plus sérieux par sa poli-

tique de « participation », mais il la complique lui-même de tant de précautions et de limites que dans de nombreux cas elle ne permet même pas d'exprimer la critique collective selon des procédures acceptables. En même temps, il renforce considérablement son appareil de répression, rogne les libertés publiques et se montre plus que jamais soucieux de s'affranchir de tout contrôle. Le peu qu'il semble donner d'une main, il essaye de le reprendre de l'autre. Dans tout cela, il est fortement

appuyé par le patronat qui cherche à restaurer son autorité absolue dans les entreprises en licenciant des syndicalistes, qui affirme son opposition à l'extension des droits syndicaux partout où il le peut et qui, par la spéculation sur la monnaie, a préparé la voie à une politique de déflation. Dans de telles conditions, où se manifestent si ouvertement l'égoïsme forcené et la grande peur de la classe dominante, de nouveaux affrontements sont inévitables. □



3 - Le socialisme est actuel

● 1. — De plus en plus, le système capitaliste de production et d'échange fait la démonstration de son incapacité structurelle à surmonter ses contradictions, à tirer le meilleur emploi des ressources immenses que le développement des sciences et des techniques a données aux hommes. Il n'a certes pas épuisé toutes ses possibilités et peut encore se survivre en apportant à ses difficultés des solutions passagères et localisées. Mais il ne peut les résoudre toutes et pour tous les pays à la fois. Les décisions rationnelles que le calcul économique moderne permet de prendre au niveau des entreprises ou des États sont incompatibles entre elles parce que les intérêts en cause sont inconciliables, parce qu'il n'y a pas d'intérêt commun dans une société fondée sur le profit individuel et sur l'appropriation privée des moyens de production.

L'urgence de plus en plus sensible d'une transformation des structures sociales est la chance historique du socialisme pour notre temps. Nous voyons déjà s'estomper le décalage entre le rêve socialiste de l'humanité et la vision claire des moyens pour y parvenir comme des formes nouvelles d'une société possible, une fois levée la contradiction entre le caractère social du travail et l'appropriation privée du capital. Qu'il s'agisse d'un certain nombre de secteurs d'activité pris isolément, ou qu'il s'agisse de la société tout entière, l'évidence se fait de plus en plus apparente que le socialisme apporte des solutions concrètes et actuelles aux contradictions multiples que rencontre notre société.

Le fait que les solutions socialistes se dessinent de manière toujours plus

claire, comme des réponses précises à des situations délimitées, secteur par secteur, ne doit pas laisser croire qu'une structure socialiste propre à un seul secteur d'activité peut subsister dans un environnement capitaliste, bien au contraire.

Il ne doit pas non plus nous faire surestimer le niveau général de conscience. De la nécessité objective du socialisme à la compréhension subjective de cette nécessité par la masse des travailleurs, il existe une marge que l'action politique et syndicale a précisément pour objet de combler. La tâche est d'autant plus urgente que le régime capitaliste dispose encore de moyens plus importants pour prolonger son pouvoir. La tentation pour une fraction de la bourgeoisie de recourir à des formes autoritaires de domination rend plus actuelle et plus urgente encore la lutte pour le socialisme.

● 2. — L'impasse dans laquelle se trouve le système capitaliste apparaît de plus en plus clairement à des couches de plus en plus nombreuses de la population. Les éléments les plus avancés du monde agricole découvrent par exemple qu'une politique purement libérale, n'agissant que par le soutien des prix sans toucher aux structures de la propriété privée, ne permet plus d'assurer un avenir aux paysans. Le travail en commun, la distinction de l'exploitation et de la propriété de la terre, la mise en location des terres, l'extension de la coopération et la maîtrise à partir d'elle de la transformation industrielle et de la commercialisation des produits alimentaires, telles sont les solutions actuelles. Elles sont autant de jalons vers des structures socialistes de production.

● 3. — La crise de l'université et du système d'enseignement a été

ouverte à partir du double refus d'une culture de classe et d'une formation professionnelle qui satisfait davantage les besoins de spécialisation du patronat que les besoins de polyvalence des futurs travailleurs. Les solutions sont à rechercher dans un enseignement soumis au dialogue et à la critique dans une ouverture réelle de l'enseignement à toutes les couches sociales, et dans la création de liens effectifs entre le monde du travail et le monde de ceux qui s'y préparent. Là encore les solutions vont dans le sens du socialisme.

● 4. — De la même manière, la recherche scientifique joue un rôle croissant dans la détermination des objectifs et des stratégies de production. Le capitalisme tend pour cette raison à exercer sur elle un contrôle de plus en plus strict. Insérés dans l'enjeu des contradictions capitalistes, les chercheurs en découvrent le caractère insoluble. Là encore, il n'y a pas de solution que celle qui assure à la recherche des fonds intégralement publics et la soustrait à la pression du profit ; ce sont des solutions d'orientation socialiste.

● 5. — La crise financière récente a mis clairement en évidence l'absence de scrupules avec laquelle les milieux capitalistes sabotent n'importe quelle expérience un tant soit peu réformatrice, et plus encore le renforcement du pouvoir des milieux financiers internationaux grâce à la libéralisation croissante des mouvements de capitaux. Récusant toute entrave, le capitalisme brise même l'autonomie des États qu'il avait pourtant construits à son service, rouvrant ainsi la possibilité de grandes crises économiques mondiales. Devant un système aussi visiblement absurde et qui travaille

à sa propre perte, le problème qui se pose est bien celui de transformer complètement les mécanismes économiques, et d'imposer le contrôle de la collectivité, non seulement sur les décisions centrales (contrôle des changes, nationalisation du crédit et d'une manière plus générale, planification) ; mais surtout sur les décisions des entreprises (contrôle des travailleurs puis, partout où les conditions en seront réunies, auto-gestion).

● 6. — D'une manière plus générale, les crises simultanées et interdépendantes de l'État centralisé, de la démocratie parlementaire, du capitalisme en tant que système économique et financier, de la culture traditionnelle et du mode de consommation, constituent les différents aspects d'une seule et même crise de civilisation. Elle appelle une redistribution du pouvoir, tant économique que politique, qui mette fin à la domination d'une minorité, et assure une pleine prise en charge des contradictions économiques et sociales par le système de décision politique, en même temps qu'une gestion aussi décentralisée et proche des intéressés que possible de la production comme de la vie publique. □

Vos communications intérieures et extérieures s'accélèrent...

Faites connaissance avec l'équipement le plus moderne et le plus sûr : l'offset de bureau GESTETNER. Dans une des 35 succursales Gestetner, vous pourrez toucher du doigt la qualité de reproduction, la simplicité de conduite, la rapidité des tirages et changements. → Voulez-vous vous joindre aux responsables industriels, commerciaux et administratifs que nous convions à nos stages-éclairés ? Dans une ambiance détendue, vous pourrez vous faire une opinion. Demandez votre invitation personnelle à Gestetner - Service 250 - 71, Rue Camille Groult, 94-VITRY, Tél. : 482-47-85. → « Communiquer plus et plus vite » c'est le titre de la documentation que Gestetner a établie à votre intention. Demandez-la au Service 687.

4 - La base sociale des forces socialistes

● 1. — L'évolution économique a provoqué des modifications dans les affrontements de classes tels qu'ils apparaissent au XIX^e siècle et une diversification des domaines où ils se manifestent.

● 2. — Les grandes entreprises, celles qui assurent le développement du système voient leur propriété de plus en plus diluée entre un nombre considérable d'actionnaires sans pouvoirs, cependant que leur direction est assurée par des cadres qui sont de véritables fonctionnaires du capital et qui ne détiennent qu'une part infime de propriété. La grande bourgeoisie se définit davantage comme le milieu des grands dirigeants d'entreprises et des administrateurs de société que comme celui des capitalistes individuels, et le système culturel devient un des éléments déterminants de sa sélection et de sa formation.

● 3. — La classe ouvrière, de son côté, s'est diversifiée et surtout son niveau de compétence technique s'est globalement élevé.

Il faut à ce sujet aborder un problème de définition qui a son importance, compte tenu de l'impact du vocabulaire sur l'opinion publique : les salariés mensuels — techniciens, cadres productifs, administratifs — ou les fonctionnaires ne se reconnaissent pas sous le terme d'« ouvriers ». Ils réservent cette appellation aux travailleurs horaires (en général) ; or cette dernière catégorie ne représente plus guère qu'un tiers de la population totale et tend encore à décroître. Aujourd'hui, sous le terme générique d'« ouvriers » — ou mieux, parce que plus précis, de « prolétaires » — il faut entendre l'ensemble des hommes et des femmes qui vendent leur force de travail, ce qui représente la majorité croissante des salariés. Dans cette acception générale, les chercheurs, les ingénieurs, tous les travailleurs intellectuels à l'exception des cadres de gestion peuvent être partie intégrante du prolétariat.

● 4. — La couche particulière de cadres est appelée en effet à jouer un rôle important pour l'avenir du socialisme. Son apport technique est indispensable au succès de l'expérience et à l'exercice d'une démocratie économique effec-

tive. Cependant, sa situation dans la société actuelle en fait une catégorie ambiguë, à la fois quant à son rôle dans le processus de production, quant à sa place dans l'échelle des revenus et quant à ses origines sociales. Une partie des cadres productifs se reconnaît des intérêts et des solidarités identiques aux autres travailleurs. Les cadres gestionnaires, au contraire, restent très largement mystifiés par le patronat et les directions d'entreprises, et ce n'est qu'une minorité d'entre eux qui rejoignent le combat socialiste. La hiérarchie des salaires fait apparaître également d'importants clivages. Une partie des salaires les plus élevés ne peut être considérée comme la location d'une force de travail, mais représente en fait, sous la forme juridique apparente du salariat, une répartition de la plus-value elle-même. Enfin, dans une couche sociale aussi hétérogène, les facteurs culturels, et notamment les classes d'origine, jouent un rôle souvent déterminant.

● 5. — Dans l'agriculture, où la lutte des classes continue à séparer salariés et propriétaires, les difficultés récentes ont tout de même provoqué une prise de conscience des aliénations liées à la propriété chez bon nombre de petits propriétaires exploitants.

● 6. — Enfin, les inégalités que secrète le capitalisme moderne tendent à se traduire sur le plan régional. Devant de telles situations, se découvrent des solidarités entre commerçants, paysans, artisans et ouvriers dont la cohésion est claire sur le plan défensif, mais qui ne sont porteuses d'aucun avenir, ni d'aucune stratégie socialiste conséquente.

● 7. — Les formes nouvelles de la propriété et de la gestion capitalistes s'accompagnent d'un durcissement de la lutte des classes, dont la politique économique et sociale du Gaullisme depuis quelques années est une expression saisissante. Mais le progrès technique se diffuse à une vitesse telle et sous de telles contradictions que la situation de classe est ressentie non seulement en fonction de ses caractéristiques essentielles et permanentes (être ouvrier ou être paysan), mais aussi en

fonction de l'impossibilité où elle met les hommes de faire face aux changements inévitables des techniques de production (paysans de l'Ouest, mineurs, ouvriers du textile naturel, etc.).

● 8. — De ce fait la différenciation entre les classes sociales se fait aussi bien en fonction de l'accès au système d'enseignement qu'en fonction de la situation objective dans la production. L'école, l'enseignement professionnel, l'université sont devenus des éléments fondamentaux de barrage social. L'immobilité de la condition ouvrière en est ressentie comme une conséquence.

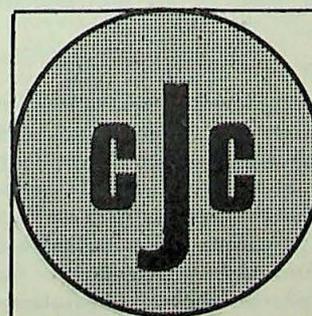
● 9. — La prise de conscience des situations de classe et des solidarités qui en découlent est elle-même marquée par cette évolution. C'est dans les branches les plus modernes que le sentiment d'insécurité devant la rapidité du changement technologique est la plus grande, et c'est aussi dans ces branches que se trouve la plus forte proportion de travailleurs hautement qualifiés. Ils sont donc les mieux placés pour exprimer la forme d'exploitation qu'ils subissent et pour en tirer les conclusions politiques.

● 10. — De même, c'est aux niveaux élevés de responsabilités dans la production comme dans l'appareil d'Etat que des salariés peuvent découvrir que les décisions contrairement aux intérêts des salariés sont le produit d'un système de pouvoir transmis par la naissance ou la cooptation.

● 11. — Le courant socialiste ne pourra triompher qu'en rassemblant tous ceux qui vendent leur force de travail et sont exclus de tout pouvoir effectif sur les décisions de production. Dans cet ensemble, qui constitue le prolétariat moderne au sens large, les différentes couches sociales ont leur rôle à jouer. Si les ouvriers de l'industrie constituent l'élément moteur, à la fois en raison de leur position stratégique dans le processus de production et de leur plus grande résistance à l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie, les intellectuels occuperont inévitablement une place importante dans l'élaboration et la formulation de l'apport théorique indispensable. Des contradictions apparaîtront naturellement au sein des forces populaires elles-mêmes, aussi bien dans la période de lutte pour le pouvoir que dans la période de transition vers le socialisme. Ces contradictions sont liées à la division technologique du travail. Vouloir les nier reviendrait à imposer, au nom du prolétariat, la dictature d'une minorité bureaucratique et technocratique. L'hégémonie réelle du prolétariat tout entier exige au contraire qu'elles soient surmontées par l'exercice de la démocratie au sein du mouvement socialiste lui-même et de la société tout entière, en même temps que par l'élévation continue du niveau de connaissance et de conscience de l'ensemble des travailleurs. Le parti doit y contribuer en apportant les analyses, les objectifs et les mots d'ordre d'action correspondant aux intérêts communs des classes sociales qui luttent contre le mode de production capitaliste. □

Chaque
semaine
lisez

tribune
socialiste



Le CLUB JEUNESSE et CULTURE

vous invite au

SKI - DÉBAT EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Prochains séjours | 26 janvier 2 février
495 F | 16 février 23 février
comprenant | 2 mars - 9 mars

— Voyage par avion Orly - Orly
— Tour de ville à Prague
— Transfert aux Monts Métallifères

— Pension complète en chambre à deux lits
— Location et cours de ski, remontées mécaniques
— Rencontre avec la jeunesse tchécoslovaque.

Renseignements et inscriptions : 11, rue Vernier, Paris (17^e) - Tél. : 380-73-38
(Pas de restriction après la nouvelle législation sur les changes)
Se recommander de « Tribune Socialiste »

5

L' " alternative démocratique " est fausse solution

● 1. — L'union des forces sociales qui ont un intérêt commun à la disparition du système capitaliste ne peut être réalisée que dans l'action pour la construction de la société socialiste. C'est une autre stratégie que met en avant le Parti Communiste : pour lui, le passage au socialisme dépend de l'établissement préalable d'une « démocratie avancée ». Cela implique à ses yeux la formation de la plus large coalition, donc l'alliance avec des couches sociales non capitalistes mais dont les intérêts actuels sont liés au système de profit et de propriété privée, et qui remettent en cause les excès de la concentration et de l'étatisation, mais non le capitalisme lui-même.

Cette stratégie n'est pas profondément différente de celle qui a présidé à l'établissement de certaines « démocraties populaires » aux lendemains de la deuxième guerre mondiale. Dans un premier temps, on cherche à affaiblir le pouvoir central en l'enfermant dans le système parlementaire classique ; dans un second temps, le Parti Communiste s'empare lui-même des leviers de commande, avec le concours de formations secondaires. Nous ne saurions nous prêter à une telle stratégie ; les luttes que nous menons préfigurent le type de société que nous voulons construire, avec sa caractéristique originale d'allier étroitement socialisme et liberté.

● 2. — Mais il est vrai que le passage au socialisme dépend nécessairement de la transformation du pouvoir central. La conquête du pouvoir au niveau des collectivités décentralisées et des unités de production resterait illusoire ou éphémère si elle ne s'accompagnait d'une mainmise des forces populaires sur l'appareil central de l'Etat. Pour abattre le capitalisme, les luttes doi-

vent être menées en même temps au sommet et à la base : celles qui visent à transformer les réalités du travail, la nature de la production et le système de relations ou d'échanges entre les hommes ne peuvent attendre la conclusion des luttes qui visent à prendre en charge l'appareil d'Etat, les centres de décision économique et les principaux centres d'information. Mais leur sens en dépend. Avant comme après la prise du pouvoir par les forces socialistes, il convient de laisser jouer cette dialectique entre le mouvement de masse des travailleurs et les institutions politiques. Il ne saurait donc y avoir de modèle unique de passage au socialisme, même à l'intérieur d'un seul pays : le mouvement de mai 68 ne correspondait pas à celui du Front Populaire de 1936.

● 3. — Cette perspective implique un double refus :

— après la prise du pouvoir, le refus de contraindre les organisations de masse, et en particulier les syndicats, à se conformer à la politique définie par le seul pouvoir central ;

— avant la prise du pouvoir : le refus de se laisser enfermer dans un jeu parlementaire trop éloigné des luttes à la base et du mouvement des masses.

Dans une société socialiste, le suffrage universel serait l'un des moyens privilégiés pour déterminer à tous les échelons les choix politiques et économiques de la collectivité tout entière. Dans la société actuelle, dominée par le pouvoir du capital et par les moyens d'information, de propagande et de conditionnement culturel à son service, le suffrage universel ne permet pas plus l'expression des intérêts du peuple que la demande sur le marché, faussée par la publicité des entreprises et par leurs choix de production ne

révèle la véritable hiérarchie des besoins objectifs.

Toutefois, le suffrage universel peut refléter, dans une certaine mesure, le rapport des forces. Il est donc impossible de négliger les batailles électorales mais leur importance dépend de la conjoncture. Elles peuvent contribuer à relancer le rapport de forces dans un sens favorable aux travailleurs : on l'a vu après les grèves qui ont pu se dérouler après l'arrivée au pouvoir du gouvernement Wilson en Angleterre, ou du Front Populaire en France. Elles peuvent mettre en cause plus directement le pouvoir central et soutenir les forces socialistes qui s'expriment à travers les luttes sociales. En cas de victoire, elles peuvent permettre à ces forces de contrôler l'appareil d'Etat et certains centres de décision ou d'information.

Mais l'exercice du gouvernement, conséquence d'une éventuelle conquête de la majorité parlementaire, ne saurait être confondu avec la conquête du pouvoir réel. Dans la société capitaliste moderne, les décisions les plus importantes sur le plan politique, économique et social ne sont pas prises au niveau des organes représentatifs, mais en dehors des institutions proprement dites, dans les centres de consultation entre les directions capitalistes et les organes de l'Etat. Le pouvoir de la bourgeoisie ne réside pas essentiellement dans son emprise sur l'Etat, mais dans sa direction de l'économie à travers l'appropriation privée des moyens de production. Si le contrôle des organes du gouvernement constitue un facteur décisif pour un aboutissement victorieux de la lutte, la conquête effective du pouvoir implique en fait le changement des rapports de forces à tous les échelons et tout d'abord au niveau des entreprises elles-mêmes.

● 4. — La recherche d'une représentation parlementaire peut aussi s'expliquer par une volonté de réformes. Il est vrai qu'à certains moments de la lutte, il peut être utile d'aboutir à des compromis, c'est-à-dire à des réformes partielles, il faut alors que ces conquêtes puissent servir à de nouvelles luttes, plus intenses et plus significatives. Il ne saurait donc y avoir d'action parlementaire sans un lien étroit et permanent avec les luttes sociales ; les forces populaires ne peuvent adopter la pratique et la théorie social-démocrates, qui font dépendre la transformation sociale de la seule action politique, au sens institutionnel et traditionnel du mot. C'est au contraire sur le lieu du travail qu'elles doivent mener prioritairement la bataille, puisque c'est là que s'exprime fondamentalement la puissance de leur adversaire.

● 5. — L'ampleur des réformes réalisables dépend après une victoire populaire, du rapport des for-

ces et de la conjoncture. Mais il est décisif d'imposer de véritables réformes qui modifient dans la société tout entière, la répartition des pouvoirs en faveur des classes populaires et des forces socialistes. Ces transformations rendues possibles par l'intervention des masses, doivent être poursuivies à travers un processus ininterrompu de transitions vers le socialisme.

Si une coalition victorieuse des classes anti-capitalistes portait des coups suffisamment forts à l'Etat capitaliste pour que celui-ci cède la place à un nouveau pouvoir au service des travailleurs, rien n'interdirait alors de procéder graduellement à la construction d'une société socialiste. Par contre, si un premier succès des forces populaires était insuffisamment exploité et n'aboutissait qu'à une modification des structures politiques, des réformes même considérables (nationalisations par exemple) ne pourraient empêcher le capitalisme — national ou international — de continuer à exercer sa pression en vue d'un retour en force de ses partisans. Fixer comme objectif aux travailleurs la conquête d'une démocratie véritable ou avancée est par conséquent une erreur profonde. C'est en fait les orienter vers un aménagement illusoire de l'ordre existant ; c'est leur proposer — ou faire semblant de leur proposer — une voie qui n'est pas sensiblement différente de celle du réformisme traditionnel.

● 6. — L'« alternative démocratique » est donc une fausse solution. Seule l'alternative socialiste s'imposera efficacement, car elle peut seule répondre aujourd'hui aux impératifs d'une société dont la transformation radicale est devenue la condition nécessaire du progrès matériel et de la libération des hommes. Elle implique une stratégie globale visant à la conquête du pouvoir à tous les niveaux de la décision économique et politique. □

tribune
socialiste

« A chacun son abonné », tel est l'objectif à atteindre par tous nos lecteurs.

Dans ce but nous offrons jusqu'au 31 mars des abonnements spéciaux au prix de :

6 mois : 18 F.

1 an : 35 F.

6 - Sur la société socialiste en gestation

● 1. — Le mouvement de mai a montré que des solutions socialistes apparaissent actuelles et nécessaires à des couches de plus en plus nombreuses de la société. Le caractère illusoire des propositions social-démocrates n'en apparaît que plus évident. Cependant la référence au socialisme ne constitue pas, pour les pays développés, une image claire ni convaincante. Bien au contraire, les formes bureaucratiques et oppressives de la plupart des expériences socialistes en cours constituent aujourd'hui pour de nombreux travailleurs un élément d'inquiétude et d'hésitation, voire un motif à refuser de s'engager dans la lutte pour l'instauration d'un pouvoir socialiste en France.

● 2. — Les révolutions socialistes qui ont jusqu'à présent triomphé de l'adversaire capitaliste, sauf le cas des révolutions exportées en Europe de l'Est, ont toutes eu lieu dans des pays économiquement peu développés. La plupart ont dû faire face à d'énormes difficultés économiques et sociales, suscitées par le bas niveau des forces productives ou par des interventions étrangères. La recherche d'une industrialisation rapide à partir de bases de départ réduites, la nécessité de transformer des masses paysannes considérables, au niveau culturel faible, en travailleurs de la grande industrie, ont exigé des sacrifices tels qu'ils entraînaient inéluctablement un processus de bureaucratisation. En U.R.S.S. en particulier, l'incapacité où se trouvait la classe ouvrière d'exercer un contrôle réel sur le pouvoir, a permis aux tendances autoritaires de triompher au sein du Parti Communiste et de s'affranchir, sous Staline, de tout contrepoids démocratique. Il en est résulté un édifice social ultra-hiérarchisé, rappelant certains des pires aspects du capitalisme, et dans lequel les travailleurs sont privés des moyens élémentaires d'expression politique.

● 3. — Aujourd'hui cependant, la centralisation de l'ère stalinienne est entrée en crise. Une première vague de contestations (Hongrie, Berlin-Est, Pologne) a provoqué un réexamen des méthodes de planification en même temps qu'elle démontrait la faillibilité du système. Sous des formes diverses, avec une conscience plus ou moins nette des

problèmes à affronter, des pays en transition vers le socialisme ont mis à l'ordre du jour la lutte contre la bureaucratisation. C'est par exemple le sens de la révolution culturelle chinoise, comme c'est le sens de la recherche d'une démocratie directe qui se fait à Cuba. Mais c'est surtout en Europe que les efforts pour ouvrir la voie de la démocratie socialiste ont pris, au cours des récentes années, une orientation précise et plus en rapport avec la situation des pays développés. Malgré ses difficultés et ses limites, l'autogestion yougoslave a eu le mérite de créer un modèle de rapports sociaux et humains fondamentalement différents de ceux que l'on peut trouver dans l'ensemble du monde. Le rejet de la planification administrative et son remplacement par un système plus souple et plus démocratique, l'expérience des conseils ouvriers de gestion, les multiples formes de coopération à la campagne, enfin les formes d'autogestion sociales instituées dans les localités, les quartiers, les groupes d'habitation, les services publics et les organismes de distribution pour les produits de consommation sont autant de références utilisables pour l'élaboration d'un projet socialiste nouveau.

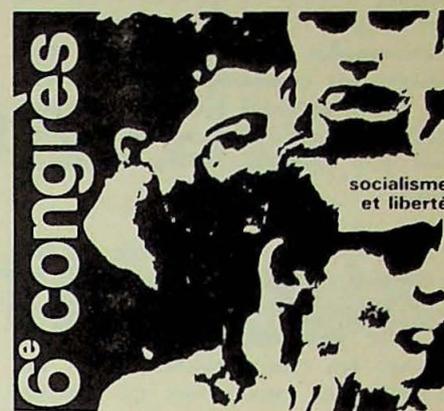
Plus près de nous, la tentative de renouvellement politique et social tchécoslovaque a soulevé un immense espoir. Pays européen, industriellement développé, la Tchécoslovaquie constitue en effet un terrain favorable pour la construction d'un socialisme adapté aux conditions des pays capitalistes avancés. Découvrant qu'une planification doit s'assouplir pour correspondre aux besoins d'une société en cours de développement et donc de diversification croissante, les communistes tchécoslovaques ont compris que cette souplesse devait être apportée au système économique par la libre expression des conflits d'intérêts. Ils en ont conclu à la nécessité de supprimer l'appareil policier, autrefois justifié par la nécessité de protéger une économie socialiste fragile parce que récemment établie, et aujourd'hui inutile parce que le socialisme, assuré de ses fondements, a désormais pour tâche principale de régler les contradictions entre différentes catégories de travailleurs.

Les discussions sur le rôle dirigeant du Parti et sur la gestion ouvrière n'avaient pas d'autre sens, et le coup d'arrêt soviétique s'explique avant tout par le refus d'admettre une expérience qui risquait de démontrer l'inutilité de la bureaucratie. Rien cependant n'est réglé. La lutte reprendra, mais elle a changé d'échelle et de rythme.

● 4. — Dans la conscience de nombreux communistes a pénétré l'idée que la domination bureaucratique exercée sur les peuples au nom du prolétariat était devenue une entrave majeure à l'épanouissement du socialisme. Mais cette évolution ne s'est pas fait sentir encore dans l'action du Parti Communiste Français. Dès lors, pour les travailleurs français, le règne bureaucratique n'est pas une image lointaine d'Europe orientale mais une réalité vivante, une projection du même phénomène sous leurs propres yeux. Le Parti Communiste n'a pas abandonné la théorie de la « courroie de transmission », particulièrement astreignante pour le mouvement syndical ; il sait faire capoter les initiatives qui sont nées en dehors de lui ou dont il ne peut pas assurer le contrôle total, les actions contre la guerre du Vietnam nous en ont fourni maints exemples ; il sait vasaliser ceux qui acceptent d'être ses compagnons de route ; il tente de détruire systématiquement les associations qui ne peuvent pas être satellisées ; il refuse toute expression politique autonome des forces socialistes dans les municipalités où elles sont ses alliées minoritaires.

● 5. — Dans un tel contexte, la démonstration qu'un régime économique socialiste est le fondement nécessaire d'une société plus libre revêt une particulière importance car elle est seule capable d'empêcher le rejet du socialisme par des couches sociales qui ont vocation à être ses meilleurs défenseurs. Mais cette démonstration découle de la nature même des contradictions qui minent la société capitaliste actuelle.

● 6. — Dans les pays de l'Europe occidentale, les bases du développement industriel ont été jetées au siècle dernier par le système capitaliste lui-même. Le problème n'est donc pas d'édifier rapidement une



société industrielle nouvelle au prix d'un effort exceptionnel traduit par le rationnement, mais au contraire d'utiliser au mieux les possibilités techniques de l'économie au service du bien-être et de l'épanouissement de chacun.

Le capitalisme moderne fait apparaître sous quatre aspects essentiels la contradiction permanente qui existe entre le caractère social du travail et l'appropriation privée des moyens de production et d'échange. Ces quatre aspects concernent la répartition, la croissance et l'utilisation des ressources nées du travail.

a) Tout d'abord le maintien de la domination des groupes dirigeants liés au capital implique une très grande inégalité dans la répartition des fortunes et des revenus. Cette inégalité permet en effet d'intéresser les cadres supérieurs au maintien du système et de provoquer des conflits entre les différents groupes de travailleurs ; elle est encore accusée par le système d'appropriation des actifs créés par autofinancement et par la législation concernant l'héritage.

A partir de l'inégalité les décisions les plus rationnelles au regard du calcul économique effectué par la collectivité ne peuvent conduire qu'à de nouvelles injustices ; la même règle ou le même tarif ne peuvent en effet avoir le même effet sur des citoyens disposant de moyens par trop inégaux. Les choix de production eux-mêmes sont conditionnés par cette répartition et aboutissent à diminuer l'efficacité du système de production et à en réduire la rentabilité.

b) La nécessité absolue de conserver le contrôle de leurs affaires amène les milieux dirigeants à limiter l'appel à des ressources extérieures à l'entreprise pour le développement de ces entreprises. Ainsi liée aux variations de l'autofinancement, la croissance des investissements subit

des à-coups considérables qui provoquent à leur tour des fluctuations dans les rythmes de l'activité économique, et ce n'est qu'à de rares moments que l'on peut approcher du plein-emploi ; par là-même le capitalisme est condamné à se restreindre lui-même et à entraîner les pays qu'il domine dans une sous-utilisation des possibilités de développement.

c) L'appropriation privée des facteurs de production, source du pouvoir économique et finalement du pouvoir politique, amène à subordonner les choix collectifs aux impératifs des entreprises de production elles-mêmes.

Tout ce qui peut apparaître comme des charges dont l'entreprise pourrait être libérée est systématiquement combattu. Au nom de la compétitivité des économies, les groupes dirigeants s'efforcent de restreindre le champ des projets sociaux. Aux U.S.A., ce sont les programmes de lutte contre la pauvreté et les projets en faveur des villes et surtout des communautés de couleur qui sont la cible préférée des milieux d'affaires.

Dans les pays du Marché Commun, la planification officielle où les interventions publiques sont de plus en plus subordonnées à des stratégies du développement industriel, quitte à rogner sur les programmes de couverture des risques sociaux, d'urbanisation et d'éducation. Au nom de sa défense en tant que producteur, le citoyen voit ses besoins les plus essentiels sacrifiés ; son travail est aliéné dans des objets dont on cherche ensuite à lui prouver qu'ils sont l'expression de ses désirs les plus profonds.

d) Enfin, pour conserver leur pouvoir, les dirigeants actuels du secteur privé doivent, ou renoncer au développement, ou procéder à une concentration incessante sans se soucier des conséquences d'une telle attitude malthusienne, de telle sorte que les choix d'une seule firme touchent un nombre croissant de travailleurs dans plusieurs pays et mettent encore plus les centres de décision hors de la portée de ceux qui en subissent les conséquences dans leur vie quotidienne.

Mais le développement même de l'économie ne peut se réaliser sans une élévation rapide du niveau de formation des travailleurs, et ceux-ci découvrent que l'entreprise capitaliste veut utiliser leur force de travail et leur qualification, mais en aucune manière leur capacité intellectuelle de discuter, voire de mettre en question les objectifs de l'entreprise dont ils dépendent et, par delà celle-ci, du système économique qu'elle plie à ses propres exigences.

● 7. — C'est à partir de ces quatre aspects de la même contradiction que s'organisent les trois axes de développement de la société socialiste en pays industriel.

Le premier axe est la mise en place d'un système de planification centrale, souple et adaptable mais capable d'imposer ses orientations, c'est-à-dire des choix politiques homogènes et une distribution de la richesse collective qui ne laisse à personne la disposition de rentes supérieures à la valeur de son travail.

Le second axe est la décentralisation de l'organisation économique, de manière à situer les décisions le plus près possible des intéressés pour qu'ils puissent les prendre ou à tout le moins les contrôler en pleine connaissance de cause.

Le troisième axe est l'organisation d'un système d'éducation et de culture donnant à chacun le moyen de comprendre le monde dans lequel il vit et éventuellement de le remettre en question, créant la possibilité permanente d'apprendre les données nouvelles de sa profession pour conserver sa liberté de travailleur, et enfin ouvrant la perspective d'une réduction progressive dans la différenciation des tâches.

● 8. — La planification socialiste répond à un double objet. Par le caractère démocratique de son élaboration elle doit permettre aux hommes en tant que producteurs, en tant que consommateurs, en tant qu'habitants et en tant que citoyens, d'exprimer leurs préférences collectives et de déterminer les choix sociaux que ces préférences impliquent. L'expression de ces préférences et de ces choix exige l'extension maximale de la démocratie à tous les niveaux de l'organisation économique et sociale.

Par ses moyens d'exécution, constitués à partir des organismes d'études, de recherche et de financement et appuyés par la fixation de règles fiscales et de prix directeurs, la planification imposera les choix de la collectivité, établis au niveau national et précisés à l'échelon régional. Elle assurera la lutte permanente contre toute rente de situation ou de monopole. Dans la période de transition, en dehors des nationalisations qui auront été décidées pour des raisons d'intérêt général, la nationalisation restera dans tous les autres cas la sanction ultime pour non-respect des orientations du plan. L'arme essentielle de la planification étant la création de capacités de production nouvelles, la multiplication des entreprises publiques de caractère national ou régional, la création éventuelle de sociétés d'économie mixte, et le maniement du permis de construire industriel resteront ses moyens les plus puissants.

● 9. — La nationalisation ou plus généralement l'appropriation collective des moyens de production et d'échange ne résout qu'un problème : celui de mettre fin à la source primordiale de contrôle du pouvoir économique par la bourgeoisie. Mais elle ne préjuge en rien

de la forme de gestion à mettre à sa place. Elle est même lourde d'un risque de gestion bureaucratique.

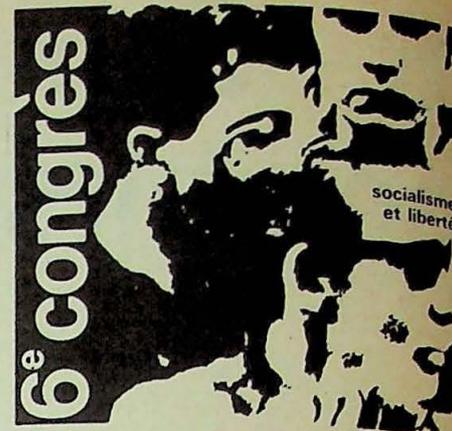
Il est certes d'autres secteurs dont la collectivisation s'impose pour des raisons multiples. Ainsi la municipalisation progressive des terrains à bâtir est nécessaire pour mettre en œuvre une politique efficace du logement et de l'aménagement urbain, donc redonner un contenu positif à la démocratie locale. Ainsi la nationalisation des industries produisant les biens nécessaires à l'exercice de la médecine correspondra à la mise en place d'une organisation non lucrative protégeant le mieux possible la santé de tous les Français.

Mais l'essentiel restera d'organiser effectivement le pouvoir de la collectivité des travailleurs et non celui d'une bureaucratie d'Etat au fur et à mesure que l'appropriation collective aura détruit le pouvoir des classes actuellement possédantes.

Dans l'agriculture, la distribution, certains services, les formules coopératives ou communautaires ont fait leurs preuves. Elles devront être encouragées et développées. Dans le reste de l'appareil de production, le problème-clé est le contrôle démocratique des décisions des entreprises. Là où les techniques de production ou le niveau de qualification élevé des travailleurs le permet, l'autogestion, c'est-à-dire la prise des décisions essentielles, le choix des directeurs et leur révocabilité par des conseils élus par les travailleurs de l'entreprise, devra être mise en place. Partout ailleurs, à chaque niveau de l'entreprise (atelier, département, usine, groupe) les directions resteront nommées, mais des représentations ouvrières devront exercer sur les décisions un contrôle sanctionné par un droit de veto. Le mouvement syndical de son côté restera libre de contester la gestion comme d'en faire évoluer les conditions par des accords contractuels. Le passage à l'autogestion complète pourra se faire sur la demande des travailleurs, après l'approbation de la collectivité régionale, tutrice des entreprises en ce qui concerne le respect de la légalité socialiste comme l'application du plan.

● 10. — En pays développé, un système économique socialiste ne peut trouver son équilibre que grâce à la complète liberté d'expression de tous les intérêts que la planification entend prendre en considération. C'est en outre seulement par la clarté de l'information que l'opinion pourra être convaincue de la justesse des choix économiques faits. Trois types de dispositions doivent assurer l'exercice complet de cette liberté et faire ainsi de la société socialiste cette société d'hommes libres qu'il est impossible au capitalisme de devenir.

En premier lieu la liberté d'expression sera assurée à tous les cou-



rants, amis ou ennemis, qui subsisteront dans une société pluraliste. Elle sera garantie par le statut de la radio-télévision et par celui des services nécessaires à la presse écrite, elle sera complétée par les libertés syndicales et d'association dont la collectivité publique garantira les moyens d'exercice.

En second lieu, la liberté résultera également de la diminution des fonctions de l'Etat central. Chargé de préparer l'avenir, de diriger la planification et d'orienter la recherche, l'Etat devra être déchargé de l'essentiel de ses fonctions de gestion courante, soit au profit de services publics autogérés (éducation, santé) soit au profit des collectivités régionales (aménagement du territoire, tutelle des entreprises de dimension régionale : logement, etc.), ou locales.

En troisième lieu, et par delà le débat entre les partis politiques, le mouvement syndical conservera une fonction de contestation sans être directement impliqué dans la gestion économique.

● 11. — Dans une société de cette nature, la culture ne sera plus l'ensemble de références mondiales, tirées de disciplines sans rapport avec l'activité collective, à quoi la bourgeoisie reconnaît ses fils. Elle sera pour chacun le moyen de peser d'un poids plus grand parce que plus informé sur toutes les décisions qui conditionnent sa vie quotidienne au travail comme hors du travail. Elle sera pour ce faire complétée et enrichie tout au long de l'existence.

Luttant pour réduire constamment les inégalités sociales et régionales, permettant à chacun de trouver son épanouissement par l'apport de ses capacités créatrices au travail productif de la collectivité, la société socialiste sera l'antithèse de la société capitaliste actuelle. Ainsi aura vécu le mythe de la société dite par antiphrase de consommation, où le modèle publicitaire de consommation est toujours supérieur à ce que la collectivité offre en fait à chacun.

7 - Nécessité de l'organisation du courant socialiste sous une forme autonome

Les deux formations traditionnelles de la Gauche, issues de la scission de Tours, se sont depuis de longues années révélées incapables de définir le projet, les formes et les moyens d'une voie européenne vers le socialisme. L'union de la Gauche, conçue sous la forme de cartels électoraux et de compromis entre des appareils rivaux, n'a pas permis de succès déterminants de 1965 à 1968 ; elle a volé en éclats lors de la crise de mai, parce qu'elle s'est révélée inapte à organiser le combat des masses populaires, à lui ouvrir des perspectives claires, à apporter une réponse au problème du Pouvoir lorsque celui-ci s'est trouvé posé.

La crise révolutionnaire de mai a cependant révélé que désormais la véritable frontière passe entre ceux qui font du combat pour la démocratie socialiste la réponse actuelle à la crise du capitalisme et ceux qui continuent à ne voir dans le socialisme qu'une hypothèse futuriste qu'ils concilient tant bien que mal avec une pratique réformiste s'inscrivant dans le cadre du système actuel.

La crise de mai a en même temps révélé qu'un mouvement fondé sur la seule contestation du régime en place était capable d'ébranler fortement celui-ci, mais non pas de le vaincre ; du même coup, l'unité de ce mouvement risque de ne pas survivre à l'échec qu'il a essuyé et de déboucher sur le morcellement en groupes rivaux, protestataires et inefficaces.

Le courant socialiste vise à associer d'une part des forces structurées — politiques, syndicales, sociales, culturelles — qui ont choisi de mener le combat socialiste, d'autre part, des groupes ou individus encore non engagés ou bien isolés dans des organisations qui

n'ont pas fait le choix socialiste, ou dans des organisations dont les directions actuelles font obstacle à ce choix. Ainsi, le Courant Socialiste prépare la véritable unité ouvrière. Courant pluraliste, il est inconciliable avec toute tentative de monopole ou de bureaucratie ; il se donne à lui-même les structures souples et décentralisées qui résultent du combat socialiste à la base et sur les lieux du travail, en fonction de situations changeantes.

Le courant socialiste ne peut trouver son unité que dans la recherche d'une stratégie offensive, fondée sur la lutte pour le socialisme, et entraînant par des actions menées en fonction d'objectifs précis tous ceux qui sentent confusément que le combat aujourd'hui implique non seulement des formes nouvelles mais la constitution d'une force adaptée à celle-ci. □

8 - La place du P S U dans le courant socialiste

Dès son premier congrès, en 1960, le P.S.U. s'est prononcé pour la formation d'un Front Socialiste des travailleurs groupant les organisations et les hommes dont la lutte rejoint le combat pour le socialisme. Cette stratégie a connu des applications pratiques, notamment dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Mais, surtout à partir de 1962, les difficultés pratiques rencontrées ont fait appa-

raître au sein du P.S.U. diverses orientations. Pour les uns, le P.S.U. devait unir la gauche traditionnelle, pour d'autres, il était une fraction de la gauche non-communiste destinée à rénover celle-ci en s'agrégeant à elle, pour d'autres enfin, il était un témoin protestataire, volontairement minoritaire, annonciateur d'une révolution lointaine.

Pourtant, cela n'a pas empêché le P.S.U. de multiplier les propositions de programme en démontrant ainsi que, face aux Plans et aux choix du régime, d'autres choix étaient possibles. Il a ainsi contribué à la prise de conscience des travailleurs et élevé la volonté de lutte. En mai 1968 le vaste courant qui a ébranlé les structures de l'État capitaliste s'est situé en dehors de la social-démocratie comme du Parti Communiste. Une troisième voie, celle de la démocratie socialiste, dans laquelle

s'est pleinement inscrit le P.S.U. s'est affirmée, montrant ainsi la justesse de l'orientation adoptée lors du V^e Congrès du P.S.U. en juin 67.

Le P.S.U. doit tirer aujourd'hui les conséquences de cette situation nouvelle et des choix qui ont été les siens.

Parce qu'il est une des composantes du Courant Socialiste, le P.S.U. a pour rôle de proposer à ses partenaires les objectifs programmatiques,

les moyens stratégiques et les formes d'action qui permettront dès maintenant de tirer toutes les conséquences politiques de la crise du capitalisme et d'esquisser les formes de la démocratie socialiste à construire.

Parce qu'il est un parti politique, le P.S.U. a pour rôle de poser le problème du Pouvoir d'État, d'affirmer qu'il est candidat au Pouvoir et de se préparer le cas échéant à prendre à ce niveau toutes ses responsabilités. □

Le P.S.U. pense qu'il est important de mettre au grand jour ces tensions pour les étudier, les expliquer et les surmonter ; les masquer ou les nier ne menant qu'à une conception religieuse du parti et de l'action politique, où l'oracle venu du haut tient lieu d'expérience vécue.

Les étudier : notre rôle est de faire prendre conscience de façon explicite aux travailleurs de leurs différences respectives. Il y a des contradictions entre horaires et mensuels, entre travailleurs de Paris et de Province, etc. qu'il faut prioritairement connaître. Le mois de Mai a mis en lumière deux autres contradictions : celles qui existent entre travailleurs industriels et étudiants, entre prolétaires et paysans.

Les expliquer : il faut montrer que l'affrontement principal se situe entre les classes sociales antagonistes (ouvrière et bourgeoise) et qu'en laissant les contradictions secondaires entre travailleurs prendre le dessus dans la pratique quotidienne (syndicale ou politique), on livre ainsi aux capitalistes des moyens essentiels pour maintenir leur domination.

Les surmonter : c'est pourquoi, il est nécessaire que soit éclairée par l'action politique socialiste la solidarité des travailleurs face à l'adversaire capitaliste. C'est seulement ainsi que ces derniers pourront déployer dans l'inter-dépendance la complémentarité des efforts et la coopération sur la base de la diversité leur force collective.

9 - Socialisme et liberté : de la politique du programme

● 1. — La profondeur de la crise que traverse le capitalisme mondial, et notamment la France, n'assure en rien la victoire du socialisme. Bien au contraire, la répulsion légitime que suscite le modèle autoritaire du socialisme, liée à l'impuissance de la social-démocratie à proposer un véritable projet de société demeurent aujourd'hui pour le socialisme des causes de faiblesse qui rendent plus pressant le risque de durcissement autoritaire du régime.

La lutte du courant socialiste doit donc être dès aujourd'hui menée dans des conditions qui tout à la fois permettent d'atteindre ses objectifs, le renversement du gaullisme et du capitalisme, et soient évocatrices de la société socialiste à construire aussi bien par le contenu même du programme que par la vie démocratique interne des organisations.

● 2. — Un des problèmes fondamentaux sur lequel butte l'ensemble du mouvement ouvrier reste l'apparition régulière de la bureaucratie dans ses organisations. Bien sûr, le mouvement communiste est le plus exposé à cette caporalisation et les raisons en sont bien connues (application mécaniste des formes d'organisation léniniste, rôle considérable du stalinisme, etc.), mais il serait inexact d'affirmer qu'il est le seul à connaître cette déviation.

De façon très large, la social-démocratie est aussi bureaucratique,

et ni les votes internes par mandats, ni la reconnaissance des tendances n'ont empêché cette évolution ; les exemples allemands (SPD) et français (SFIO) sont suffisamment significatifs pour que l'on doive en tenir compte.

« On constate par ailleurs que même des organisations beaucoup plus restreintes par la taille et l'influence ne sont pas exemptes de ces manipulations bureaucratiques, même lorsqu'elles prétendent lutter contre les tendances anti-démocratiques et promouvoir un programme révolutionnaire. »

● 3. — « C'est donc une raison plus profonde que les simples problèmes d'organisation, de direction, de ligne politique immédiate qui est à l'origine des phénomènes de bureaucratization. C'est en réalité une absence de connaissance approfondie des masses populaires, des conditions d'activité politique qui leur sont imposées par la société capitaliste, c'est-à-dire en un mot une carence théorique grave, d'autant plus grave qu'elle aboutit à la bureaucratie d'État après le rejet des structures capitalistes.

En affirmant trop simplement que les classes exploitées n'ont que leurs chaînes à perdre, on ignore les divisions qui les traversent, les

différences qui caractérisent leur place dans le processus de production, les divergences qui les séparent dans le domaine de la perception du monde social. La domination capitaliste, tant économique que politique et culturelle, a pour effet de cloisonner les vues des différents groupes ou classes victimes du capital, voire de créer des oppositions à l'intérieur de la classe ouvrière. De façon spontanée, il n'y a pas et ne peut y avoir de front anti-capitaliste, cohérent dans sa dénonciation de l'ordre social actuel ou de sa volonté de créer un ordre nouveau.

C'est pourquoi tout schéma unanime « a priori » est un rêve, une évasion devant une expérience vécue fondamentalement hétérogène. L'évolution bureaucratique est entre autres la résultante de cette volonté tenace d'appliquer d'en haut des schémas abstraits en niant les différenciations sociales et culturelles, elle est aussi la résultante des théorisations à partir de cette fausse conception du prolétariat ou de ses alliés. »

● 4. — « Si les travailleurs salariés, les ruraux, les étudiants et enseignants vivent tous dans leur travail des situations heurtées, contradictoires d'une catégorie à l'autre, d'un atelier à l'autre, d'une branche d'industrie à l'autre, il y a des raisons précises à cet état de fait.

● 5. — C'est en se fondant sur de tels critères que le courant socialiste et en son sein le P.S.U. doit mener ses luttes, de manière à préfigurer le type de société qu'il entreprend de construire, avec sa caractéristique originale d'allier étroitement socialisme et liberté.

Cela conditionne le type de stratégie, la nature des débats internes et le choix des objectifs. La stratégie tout d'abord doit chercher conjointement à attaquer et à briser les structures capitalistes et le régime politique qui les défend, et à contester la culture dominante en en faisant apparaître clairement toute la signification politique.

La nature des débats internes ensuite doit illustrer l'application immédiate de cette politique. Car il n'est pas vrai que les différences, voire les antagonismes entre producteurs et non-producteurs, entre étudiants et salariés, étudiants et

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
L'Astragale

enseignants, ouvriers agricoles et exploitants, etc., s'arrêtent miraculeusement au seuil du parti. Nos propres militants vivent ces situations et ces contradictions, il faut donc qu'ils s'expriment librement, longuement et totalement pour en faire le bilan, l'unification ensuite se faisant à partir des discussions idéologiques et de l'accord profond réalisé entre la théorie et la pratique.

Par le choix de ses objectifs, le parti cherchera à briser les schémas artificiels qui règnent parmi les travailleurs et à démontrer le type d'unité supérieure à la réalisation duquel doit contribuer le courant socialiste.

● 6. — De là découle le rôle du programme. Le programme est l'ensemble cohérent des buts que s'assigne le courant socialiste pour la période de transition. Révisable lors de chaque changement important de situation, il décrit les différentes mesures ou les différentes politiques susceptibles de résoudre les problèmes les plus importants laissés sans solution par le régime capitaliste et de transformer la situation de certaines catégories sociales. Le programme doit faire apparaître les grands axes de la création de structures socialistes de production et de gestion ; il doit aussi répondre au besoin d'expliquer à chaque moment et dans chaque situation ce que serait une politique socialiste si elle pouvait être mise en œuvre ; il doit enfin arbitrer entre les intérêts ou orientations

contradictoires qui divisent les couches populaires et contribuer à surmonter ainsi les contradictions secondaires au sein des forces socialistes.

Pour ces raisons, chaque mesure partielle ou chaque objectif de détail inscrit dans le programme de transition, qu'il consiste en une réforme de structure, en une revendication de pouvoir d'achat ou en une procédure de négociation, doit être défini en fonction de la mobilisation populaire qu'il permet. Il n'est guère de réforme de structure, « a fortiori » de revendication de pouvoir d'achat, qui ne soit, d'une manière ou d'une autre, au moins temporairement assimilable par le capitalisme. Ainsi la Sécurité Sociale, que l'on a cru pendant vingt ans intégrée au système notamment en tant qu'instrument anti-cyclique, en constitue aujourd'hui une charge financière de moins en moins supportable, en même temps qu'elle a beaucoup contribué à poser le problème de la santé en termes socialistes. Ainsi les nationalisations actuellement digérées par un capitalisme assoupi, pourraient redevenir dès la prise du pouvoir un élément décisif pour la victoire d'une expérience socialiste. Ainsi l'échelle mobile des salaires, dont la portée sociale est faible, peut être de nature à rompre l'équilibre socio-économique du capitalisme à certains moments de son histoire. Mais aucune de ces réformes ne suffit.

C'est au contraire leur conjonction, imposée par la mobilisation

populaire, qui permet de renverser le rapport des forces au profit définitif du socialisme.

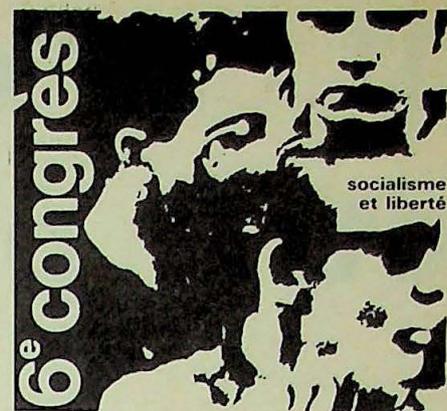
Dans ces conditions, chacun des objectifs partiels sera adopté s'il répond à toutes les conditions suivantes :

— Il doit correspondre à un besoin largement ressenti pour pouvoir être compris.

— Il doit être choisi et décrit dans les limites du possible, exactement de ce que rendrait possible un régime socialiste fondé sur le meilleur emploi des capacités de production et des hommes.

— Il doit enfin s'inscrire dans la ligne socialiste et permettre l'avancée du progrès technique. Là se situe le critère d'arbitrage des contradictions secondaires au sein des couches populaires. Cela condamne notamment tout objectif de pure défense sociale qui ne permettrait pas d'anticiper sur les formes, les structures et la répartition des revenus dans la société socialiste.

C'est dans la mesure où effectivement les militants du P.S.U. bâtiront leurs programmes et conduiront leurs luttes de cette façon qu'il n'y aura pas de dégénérescence bureaucratique. C'est dans la mesure où nous donnons l'exemple de la victoire sur cette dangereuse gangrène que nous remplirons nos objectifs totalement, surtout en ce qui concerne la liaison indissoluble entre socialisme et liberté. □



nisation, mais de leur montrer qu'il n'y a pas d'autre issue que de mettre en question les rapports capitalistes de production. La convergence dans l'action doit être obtenue à partir de mots d'ordre qui ne se plient pas à la logique capitaliste, même s'ils doivent être réalistes, c'est-à-dire correspondre à des possibilités effectives de réalisation dans un contexte où le rapport des forces politiques serait transformé.

● 6. — C'est pourquoi le courant socialiste qui se refuse à la stratégie du tout ou rien se doit de lier les revendications matérielles immédiates à des objectifs transitoires — comme la revendication d'un contrôle des travailleurs sur les rapports de travail — qui, en suscitant une résistance acharnée des capitalistes, font apparaître la nécessité de modifications radicales à l'ordre social pour que les conquêtes obtenues ne soient pas sans lendemain.

Dans une action de ce type, les propositions de réforme de structures qui tendent à modifier les rapports de force entre les classes se présentent naturellement comme un prolongement logique et elles-mêmes en fonction de la mobilisation populaire qu'elles nécessitent et des oppositions qu'elles rencontrent, font toucher du doigt la nécessité de lutte pour le pouvoir.

● 7. — Une telle orientation stratégique peut s'appliquer à des conjonctures fort différentes. Elle ne postule pas des schémas préconçus, mais partant de situations fort variables, cherche à user l'hégémonie politique et culturelle de la bourgeoisie pour ouvrir une crise de régime à plus ou moins long terme. Lorsque l'adversaire capitaliste est encore capable de s'affirmer facilement, l'essentiel sera de rassembler les couches exploitées autour de mots d'ordre socialistes, et de conquérir des positions de force dans les entreprises, au besoin par la négociation, afin d'avoir des bases possibles de contre-offensive. Au contraire, lorsque le pouvoir en place est sur la défensive, il s'agit de mener une bataille qui vise à une rupture de l'équilibre politique et social. □

10 - La stratégie du courant socialiste

● 1. — L'objectif fondamental du courant socialiste est de faire comprendre aux couches sociales défavorisées la nécessité de lutter pour le pouvoir. Pour cela il ne peut se contenter d'une activité de propagande ou d'actions à portée symbolique et limitée, il doit en fait s'insérer dans des luttes réelles qui embrassent des masses de plus en plus importantes et ébranlent le pouvoir de la bourgeoisie.

● 2. — Il lui faut par conséquent agir sur des contradictions du système pour les rendre plus apparentes et par là-même plus insupportables. Qu'il s'agisse des transformations du système d'enseignement, de la décentralisation administrative, de la politique agricole, de l'emploi ou des concentrations d'entreprises, les classes dirigeantes actuelles ne peuvent résoudre leurs propres diffi-

cultés (inflation, manque de compétitivité, inadaptation de l'université aux besoins de l'industrie moderne) qu'en modifiant les situations établies et en bouleversant l'équilibre social. Ce faisant elles révèlent les points de faiblesse du système, mettent des secteurs importants en difficulté et suscitent des réactions critiques même dans des milieux (enseignants, cadres, petits agriculteurs) qui se croient volontiers à l'abri de la lutte des classes.

● 3. — Ces crises propres à tel ou tel secteur, en venant s'ajouter aux contradictions permanentes du capitalisme moderne, rendent l'équilibre politique du régime gaulliste de plus en plus précaire. Il existe donc des possibilités de rassemblement qu'il faut exploiter contre le système et ses assises sociales sans aucune hésitation.

● 4. — « Toutefois cette exploitation politique doit avoir un sens positif conforme à l'objectif fondamental. Le courant socialiste ne doit donc pas favoriser la constitution de fronts dits anti-monopolistes dont la caractéristique est de regrouper des intérêts conservateurs liés à des formes archaïques de production ou d'organisation sociale avec les intérêts des travailleurs exploités. Ces fronts sont parfaitement assimilables par le régime dans la mesure où les poussées qu'ils expriment (défense d'un capitalisme archaïque et volonté de dépassement du salariat) se neutralisent réciproquement. »

● 5. — « Il ne s'agit pas, bien entendu, d'abandonner à leur sort les couches sociales dont les moyens d'existence sont liés à ces formes archaïques de production ou d'orga-

11 - La contestation et la prise du pouvoir

● 1. — Luttant pour la création d'une société socialiste, le courant socialiste entend conquérir le pouvoir pour en transformer la nature à tous les niveaux de l'organisation sociale. Cette transformation collective des structures de production, des formes de consommation et de l'organisation hiérarchique de la société se fera à la mesure de la prise de conscience collective dans la lutte, et pas seulement sur les consignes d'un gouvernement socialiste supposé efficace.

Devant cette volonté de transformation, comme devant toute atteinte à son pouvoir, la bourgeoisie se défendra. Le problème des conditions de la prise du pouvoir est posé par la nature de cet affrontement.

● 2. — Le courant socialiste luttant pour le pouvoir entend donc le conquérir à deux niveaux. Le premier est celui de la maîtrise de l'appareil gouvernemental, que celle-ci résulte d'une victoire électorale dans un climat de crise sociale, ou d'une suite d'actions extra-parlementaires. Le second niveau est celui de la transformation effective des rapports de pouvoir dans toute la société à partir d'une modification des structures de production.

Le courant socialiste n'a pas à préjuger le point de savoir si la prise du pouvoir peut se faire à partir des formes légales ou si elle peut se situer à l'issue d'une crise sociale et politique. Dans les deux hypothèses il ne sera pas possible d'éviter une épreuve décisive, qu'elle se déroule avant ou après la prise du pouvoir.

Le courant socialiste doit se préparer à l'une et l'autre hypothèse. Ses luttes électorales seront menées en fonction de l'idée que la maîtrise légale de l'appareil gouvernemental peut être un appoint essentiel dans l'affrontement social à prévoir. Mais il est clair que la mobilisation des masses populaires à tous les niveaux de la vie active, notamment dans les entreprises et dans la rue, sera nécessaire pour renverser définitivement le rapport des forces et garantir la réalité et la permanence du pouvoir populaire dans tous les domaines.

● 3. — Une telle mobilisation des masses exclut formellement

toute tactique fondée sur le coup d'État d'une minorité active. Un tel coup d'État ne pourrait aboutir, dans la meilleure hypothèse, qu'à l'exercice éphémère du gouvernement. Le mouvement révolutionnaire de masse ne peut être au contraire que le couronnement de l'ensemble des luttes politiques, économiques et sociales, grâce auxquelles la majorité des travailleurs acquiert la conviction, par son expérience pratique de tous les jours, que l'alternative socialiste est à la fois nécessaire et possible.

Loin d'imposer à tous la volonté de quelques-uns, le mouvement révolutionnaire de masse représente ainsi, quelles que soient les formes historiques de son accession au pouvoir, l'expression la plus authentique de la démocratie.

● 4. — Les formes pratiques de la prise du pouvoir et des luttes qui

la préparent peuvent être les plus diverses, à la condition de rester dans le cadre d'une stratégie de masse, tendant à la rupture globale du rapport des forces. Ces formes comprennent, bien entendu, l'utilisation maximale des moyens légaux existants : élections - presse - réunions - manifestations - grèves - etc., elles ne sauraient cependant être limitées par le respect formel de la légalité bourgeoise. Dans les périodes de crise de régime, le mouvement des masses doit tenir pour illégales — sur le plan de sa propre légalité, embryon de la légalité socialiste future — les mesures adoptées par les classes dirigeantes pour préserver leur domination en assurant par exemple le refuge de leurs capitaux à l'étranger ou sous toutes autres formes. Les grèves et les manifestations interdites, les occupations d'usines et de bâtiments publics, la formation de contre-pouvoirs coordonnés à l'échelon national pour la

12 - Action de masse et direction politique des luttes

● 1 — L'avenir du socialisme dépend de la prise de conscience des masses et de leur mise en mouvement. C'est pourquoi l'action de masse est un terrain privilégié du combat socialiste.

La société industrielle avancée développe largement des phénomènes de masse qui peuvent donner de nouvelles formes à la lutte des classes en l'étendant à divers systèmes de relation et d'affrontement tels que l'enseignement, la culture, l'information, l'habitat, le commerce, etc.

● 2 — L'action de masse est un puissant révélateur des contradictions de la société, elle oblige les forces sociales à se situer à leur place réelle ; elle permet la prise de conscience des conflits essen-

tiels ; elle met en question le pouvoir des classes dominantes et le rend plus supportable.

Il ne s'agit pas d'une réaction individuelle à une situation de masse : l'anarchisme n'est pas le socialisme. L'action de masse implique des organisations de masse. Elles ont pu naître de la masse elle-même ou des éléments les plus conscients ou encore de la rencontre des deux. Plusieurs types d'organisation de masse existent suivant les champs d'intervention ou les modes de lutte : syndicats, mouvements, comités.

Syndicats, comités, mouvements débordent de plus en plus les formes traditionnelles de la lutte des classes pour s'opposer à certaines formes actuelles de l'exploitation capitaliste. Ainsi, si l'action syndicale se développe principalement

remise en marche des activités économiques et sociales sont alors les formes spécifiques d'une action démocratique de masse.

● 5. — Le problème de la violence n'a pas de signification s'il est posé en dehors de cette stratégie d'ensemble. La violence ne crée pas par elle-même une situation objective nouvelle. Elle n'est pas un moyen de forcer le cours de l'histoire. Les actions de masse, qui sont la forme de lutte essentielle du mouvement socialiste, peuvent se dérouler dans le cadre légal (grève, manifestations autorisées). Elles sont fréquemment conduites à dépasser ce cadre pour prendre des formes paralégaux mais toujours pacifiques (occupations d'usines, manifestations interdites). La violence résulte de la situation qui se produit lorsque l'appareil répressif de l'État, au mépris parfois de sa propre légalité ou de ses propres règles judiciaires, cherche à bloquer le développement du mouvement de masse. La violence devient alors le moyen nécessaire pour briser l'obstination des classes dirigeantes à défendre leurs privilèges ou pour écraser leur éventuelle tentative de reconquête. Elle ne saurait consister en un simple affrontement d'une minorité militante et d'un appareil militaire. Elle est au contraire constituée par l'ensemble des moyens mis en œuvre par le mouvement populaire pour paralyser l'appareil économique, administratif et répressif au service des classes dirigeantes et pour y substituer son propre pouvoir. □

sur le terrain d'affrontement des forces productives, elle tend aussi à s'élargir à de nouveaux domaines (problèmes de l'enseignement et de la culture, problème de l'organisation de la vie urbaine).

Les organisations de masse sont ainsi appelées à jouer un rôle politique important, et c'est pourquoi la présence active de tous les militants du P.S.U. dans les diverses organisations de masse est indispensable.

Se pose alors la question de la direction politique de leurs luttes. En France, cette question est compliquée par le fait du pluralisme des forces socialistes : pluralisme syndical et pluralisme politique.

● 3 — Une organisation de masse ne peut tenir lieu de parti politique. Un parti est une organisation vo-

lontaire qui implique une idéologie, une pratique militante, l'exercice de responsabilités proprement politiques. Ces trois éléments pourraient caractériser un parti bourgeois. Un parti socialiste y ajoute l'exigence d'une stratégie des luttes sociales car son but est de libérer les travailleurs de l'exploitation capitaliste.

Pour élaborer et réaliser cette stratégie, le Parti a besoin des organisations de masse. Elles ne peuvent dépendre de lui ni en être les courroies de transmission : elles perdraient alors leur signification de masse et risqueraient de masquer aux yeux du Parti les conflits qui marquent réellement la société. Inversement, s'il est vrai que le Parti doit intervenir dans les conflits créés par l'action de masse à laquelle participent ses militants, il ne saurait faire dépendre de cette action son existence ou sa stratégie globale.

● 4 — Seule une véritable autonomie permettra aux organisations

de masse de correspondre aux réalités sociales, et au Parti socialiste de jouer son rôle dans la direction politique des luttes.

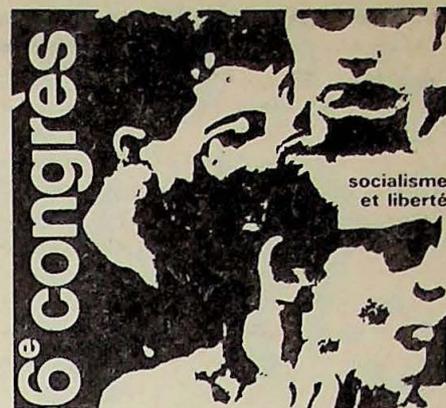
Cette autonomie suppose que le Parti puisse s'organiser pour développer librement sa propre action dans les masses (ex. : dans l'entreprise, parmi les jeunes, dans un grand ensemble). Si les organisations de masse en venaient à contester ce droit au Parti, elles créeraient elles-mêmes le risque que le Parti ne cherche à les contrôler pour retrouver sa capacité d'action. On ne peut lui demander de se refuser à exister en tant que tel sur le terrain de la lutte sociale, ou alors on le conduit, soit à n'être plus un parti (mais un groupe insurrectionnel ou un syndicat du personnel politique), soit à n'être plus socialiste.

● 5 — A l'heure actuelle, dans notre pays, aucune organisation — syndicat mouvement ou parti — ne peut prétendre jouer à elle seule le rôle d'avant-garde. Mais il est bien vrai que, faute d'une direction politique des luttes, l'action de masse ne pourra pas déboucher sur une

véritable prise de conscience : les organisations de masse ne peuvent seules créer les conditions de passage au socialisme tant que le capitalisme trouve l'appui de l'Etat et de tout son appareil

La notion de direction politique des luttes est donc nécessaire à la construction du socialisme. Elle exprime l'exigence politique qui sera seule capable de donner sa portée révolutionnaire à l'exigence sociale des masses, dans la lutte des classes.

C'est dans la confrontation incessante — à tous les niveaux et dans tous les secteurs — entre les éléments socialistes les plus conscients et les plus responsables des organisations de masse et les militants socialistes engagés dans le parti politique que sera assurée la direction politique des luttes qu'exige le combat socialiste. Ainsi pourront s'organiser, autour d'une ligne politique élaborée en commun, les choix stratégiques nécessaires, qui s'exprimeront alors dans des termes appropriés aux différents terrains du combat et aux différentes formes de l'action. □



— le soutien aux luttes touchant au pouvoir syndical (pouvoir de contestation et de négociation, reconnaissance, aux travailleurs, du droit de s'organiser pour leur défense) ;

— le refus de l'intégration du syndicat dans les structures de gestion.

2. En période de transition vers le socialisme, la réalisation du pouvoir ouvrier suppose une division des tâches, car la gestion de l'entreprise par les travailleurs doit laisser intacte la possibilité de contester cette gestion. Il conviendra d'assurer la participation des syndicats à l'élaboration et au contrôle du Plan sans que soient remis en cause l'autonomie du mouvement syndical et le droit de grève.

3. Dans une société socialiste, tant que ne sont pas résolues les contradictions fondamentales économiques et sociales, il est nécessaire de conserver la dualité gestion-contestation, c'est-à-dire à quel point de véritables syndicats restent nécessaires dans une société socialiste.

Pour la période actuelle, les objectifs sont :

— pour le P.S.U., la bataille politique du contrôle ouvrier, qui ne peut être menée que dans l'entreprise, directement avec la masse des travailleurs ;

— pour les stratégies syndicales, le P.S.U. entend apporter sa contribution dans la lutte en proposant ses analyses dans la phase actuelle de la bataille, c'est pourquoi il a expliqué l'importance politique des revendications syndicales sur

● le pouvoir d'achat des travailleurs,

● la remise en cause de la hiérarchie des salaires,

● les droits syndicaux.

D'une façon générale, le P.S.U. entend discuter, à part entière, avec l'ensemble du courant socialiste, syndicats compris, de la stratégie anticapitaliste capable d'assurer la convergence des luttes. □

13 - Formes des luttes sociales, rapports partis-syndicats

Qu'il s'agisse de la pratique stalinienne de la mise en dépendance totale du Syndicat par rapport au Parti, ou de la pratique de cloisonnement issue à la fois de la social-démocratie et de l'anarcho-syndicalisme, les traditions françaises se sont révélées incapables de résoudre correctement le problème.

Cette incapacité est une cause importante de l'échec du mouvement révolutionnaire de mai. Soit qu'ils aient canalisé la pratique révolutionnaire à la base en plaquant dessus des mots d'ordre inspirés d'une stratégie politique réformiste, soit que, suivant cette pratique mais ne la dominant pas, ils aient sombré dans le gauchisme, beaucoup d'animateurs syndicaux n'ont pu jouer leur rôle de direction des luttes à la base.

A partir de ces constatations, le P.S.U. souligne qu'il est plus que jamais nécessaire que se constitue un puissant courant socialiste parmi les travailleurs. Cela implique :

1. L'absence de toute subordination des organisations syndicales aux Partis ;

2. La discussion à l'intérieur des organisations syndicales des implications politiques des stratégies et des mots d'ordre syndicaux ;

3. Une large discussion entre les militants et les organisations politiques et syndicales soucieuses d'imposer une alternative socialiste au régime gaulliste afin de définir des mots d'ordre offensifs ;

4. L'organisation distincte, au sein des entreprises, des forces syndicales et politiques, qui ont à accomplir des tâches spécifiques.

Le P.S.U. entend contribuer à cette discussion et à cette élaboration. C'est pourquoi il fait dès à présent les propositions suivantes qu'il souhaite discuter avec les organisations

syndicales et qui seront reprises par ses militants à la base :

1. La reconnaissance réciproque de l'autonomie de décision, y compris pour les choix politiques, qu'implique la stratégie définie, ce qui suppose :

— le rejet de la « courroie de transmission » ;

— le rejet de la conception des terrains privilégiés (l'entreprise aux syndicats, la cité aux partis) ;

— la concertation à parts égales pour l'action (front socialiste), cette concertation se faisant par des réunions régulières tant à la base qu'au sommet et pouvant se conclure par des accords explicites sur des objectifs transitoires (contre-plan ou objectifs quantitatifs et qualitatifs). Cependant les moyens d'action et les tactiques doivent rester spécifiques à chaque forme d'organisation ;

L'organisation du parti

Le P.S.U. doit améliorer considérablement ses structures de fonctionnement, sans remettre en cause à ce Congrès ses statuts. A l'issue de cette expérience, le VII^e Congrès en tirera les conclusions statutaires (1).

1. *Il faut améliorer la démocratie interne* et pour cela : assurer le contrôle de la direction par des instances les plus proches possible de la base du Parti ; assurer la responsabilité des élus par la nécessité de rendre compte de leur mandat et leur révocabilité si le besoin s'en fait sentir ; améliorer la circulation de l'information et assurer la liberté de discussion sur le plan vertical comme sur le plan horizontal ; faire en sorte que la direction soit véritablement collégiale.

2. *Pour assurer effectivement la présence du Parti sur tous les fronts de lutte*, il est nécessaire de décentraliser au maximum les structures d'action (groupes), mais la délibération politique nécessite des unités plus vastes afin de favoriser la confrontation des expériences (sections).

3. *Pour ces mêmes raisons, la priorité de l'implantation du Parti doit se faire sur les lieux de travail et particulièrement dans les entreprises.*

4. *Il faut construire un parti ouvert*, permettant à tous ceux qui veulent travailler avec le Parti, sans forcément en être membres, d'en trouver l'occasion.

A — Les structures de base du P.S.U.

I — *Le Groupe* — est l'échelon essentiel de l'action à la base. On peut distinguer :

(1) En pratique, la formule suivante est proposée : les textes concernant l'organisation du Parti devront être adoptés à la majorité simple dans le cas où ils ne contreviennent pas aux statuts actuels ; ces textes devront être adoptés à la majorité qualifiée des deux tiers s'ils entraînent modification des statuts actuels ; leur adoption entraînera alors la suspension des articles ou portions d'articles des statuts en contradiction avec eux.

- les groupes d'entreprises ;
- les groupes de quartier ou de commune ;
- les groupes ruraux ;
- les groupes étudiants (sur le plan des unités d'enseignement : facultés, instituts, etc.) ;
- les groupes de lycées (sur un ou plusieurs lycées) ;
- les groupes jeunes (associant lycéens, étudiants et jeunes travailleurs) ;
- les groupes d'autres milieux de travail et d'action associant des militants qui, par leur métier ou leur compétence, souhaitent travailler ensemble dans un domaine déterminé.

Cette liste n'est nullement limitative dans la mesure où le Parti, tout en rappelant la priorité absolue qu'il donne à l'organisation *sur les lieux de travail*, n'entend exclure aucune structure qui, à l'expérience, se révélera adéquate à son implantation.

Toutefois un certain nombre de principes doivent être rappelés :

— Le groupe est officiellement constitué dès qu'il obtient l'accord de la section auquel il se rattache, sous réserve d'appel à la fédération ou au national en cas de désaccord. Il élit un secrétaire apte à recevoir toutes les informations (directives, etc.) destinées aux cadres du Parti. — Le groupe dispose dès lors de l'autonomie politique nécessaire à son action ; il est compétent pour prendre toute position publique sur les problèmes de son secteur de lutte (tract, journal, déclaration, etc.). — Le groupe peut saisir des problèmes politiques tout échelon du Parti, verticalement (section, fédération, national) ou horizontalement (autres groupes), faire connaître ses positions ou émettre critiques, propositions, etc.

L'adhésion au P.S.U. peut se faire au groupe ou directement à la section, avec cette réserve que c'est au trésorier de section que le secrétaire du groupe s'adresse pour obtenir les cartes dont il a besoin, lui remettre les volets et cotisations perçues.

Le groupe détermine lui-même ses formes d'activités en fonction des objectifs qu'il se fixe.

Le groupe comprend trois sortes de membres :

a) les militants du P.S.U. qui adhèrent et militent au sein du groupe ;

b) les militants du P.S.U. qui, membres d'une autre section, demandent à militer également au sein du groupe (ouvriers dans un groupe d'entreprises — étudiant dans un groupe de faculté, etc.).

Pour tout ce qui concerne la vie et les activités du groupe, *l'ensemble de ces militants disposent du droit de vote*, même s'ils prennent leur carte dans une autre section ;

c) les militants sympathisants qui ne sont pas membres du P.S.U. mais demandent à militer au sein du groupe et sont admis par lui.

2. — *La Section* — est l'échelon de coordination des groupes qui la composent ; elle est en même temps l'échelon de base de délibération et de décision politiques.

Les sections d'entreprise existantes peuvent, soit se transformer en groupes, en raison du petit nombre de leurs membres, soit rester en section, mais dans ce cas elles établiront des contacts permanents avec la section locale du lieu de leur entreprise.

a) Echelon de coordination de groupes de nature diverse (entreprises, étudiants, quartiers, etc.), la section soutient l'existence de ces groupes de nature diverse (entrepreneur n'offrirait pas des garanties de stabilité suffisante s'ils étaient totalement isolés.

b) Echelon de délibération et de décision politiques, la section a vocation de réunir les membres des groupes qui la composent pour toute discussion et tout vote qui visent à définir la politique du Parti (Congrès et Conseils) ; ainsi peut s'effectuer en son sein la confrontation souhaitable entre militants qui mettront en commun des expériences différentes et éviteront ainsi tout danger de corporatisme et de sectarisme.

Il apparaît donc souhaitable que la section compte au moins 30 militants ; au dessus de 150 militants, le problème de sa coupure sera posé. La section se réunit en assemblée plénière à date fixe (tous les deux mois par exemple, sauf événement important) ; elle délègue à un bureau de coordination qu'elle élit, tout le travail matériel. Ce bureau doit au moins comprendre un secrétaire, un trésorier (seul responsable vis-à-vis de la fédération et du national pour les cotisations et problèmes financiers), un représentant de chacun des groupes qui constituent la section. Cependant la représentation des militants dans les instances du Parti ne se fait qu'au sein de la section et seuls les membres de la section disposent du droit de vote et peuvent la représenter dans ces instances.

B — La direction du P.S.U.

1. *La Direction Politique Nationale* est chargée de l'application de la ligne politique définie par les Congrès et Conseils nationaux. Elle comprend 35 membres élus par le Congrès sur une base politique et conformément aux actuels statuts ; il n'est pas élu de suppléant. Chaque Conseil national a charge de pourvoir aux vacances qui se sont produites. La direction politique se réunit de plein droit tous les mois.

Entre deux congrès, un camarade de la Direction politique absent à quatre réunions (ou deux absences injustifiées) est considéré comme démissionnaire. Les membres de la Direction politique sont répartis sur les divers secteurs d'activité du Bureau national dont ils secondent les membres. Chaque session de la Direction politique est précédée d'une réunion d'une demi-journée de chaque membre du B.N. et des camarades du C.P.N. qui lui sont adjoints.

2. *Le Bureau national (B.N.)*, organe d'exécution de la Direction politique nationale entre les sessions de celle-ci, est chargé de la gestion et de l'administration courante du parti. Il comprend 13 membres.

3. *Le Conseil national* est chargé, entre deux congrès, de veiller à l'application, par la Direction politique nationale, de la ligne politique fixée par le Parti, de trancher tout problème d'importance qui n'aurait pas été réglé par le Congrès. A cet effet, le Conseil national se réunit de plein droit deux fois par an (une

seule l'année du Congrès) ; il se réunit en session extraordinaire sur décision de la Direction politique ou sur demande du tiers des fédérations. L'ordre du jour du Conseil national est fixé par la Direction politique ; à la demande du tiers des fédérations, ou au début du Conseil, du tiers des délégués, une ou plusieurs questions supplémentaires peuvent être inscrites à l'ordre du jour.

Les délégués sont au nombre d'un délégué de droit par fédération, et d'un délégué supplémentaire pour 100 adhérents. Le vote par mandat se fait selon les règles actuelles. Les délégués au Conseil national sont élus par les conseils fédéraux et mandatés par eux. S'il y a nécessité de convoquer le Conseil national extraordinaire dans des délais qui ne permettent pas aux sections et fédérations de le préparer, ce sont les délégués élus au précédent Conseil qui sont automatiquement délégués pour celui-ci.

Les membres de la Direction politique nationale sont membres de droit du Conseil national ; ils ne votent pas. La Direction politique a pouvoir de désigner pour chaque session au Conseil national d'autres membres de droit (dans la limite de 15 personnes), en fonction de leurs compétences ou de leur représentativité ; ceux-ci ne disposent pas du droit de vote.

4. *A chaque session du Conseil national*, la Direction politique na-

tionale présente un rapport d'activité qui donne lieu à débat et vote. Le rejet de ce rapport entraîne la démission de la Direction politique. Une direction provisoire, élue par le Conseil national, a charge de gérer le Parti jusqu'à un congrès extraordinaire convoqué dans les trois mois. Par ailleurs un Congrès extraordinaire peut être convoqué à la demande d'un tiers des fédérations du Parti ou d'un tiers des mandats du Conseil national.

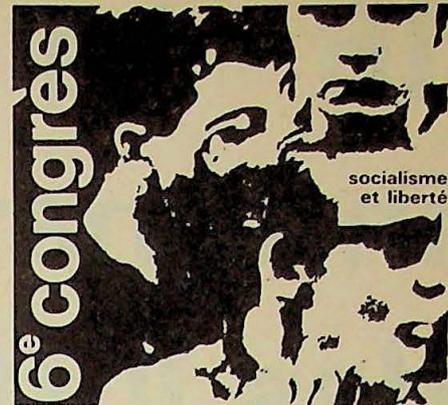
5. *Les fédérations* ont pouvoir d'adapter à la situation qui est la leur les structures qui seront décidées pour la direction du Parti. Elles ont notamment la liberté de mettre en cause le découpage départemental.

6. *Le Conseil régional*. Un pas supplémentaire dans l'organisation régionale doit être franchi par la création de Conseils régionaux désignés par les Conseils fédéraux. Ces Conseils régionaux ont compétence pour délibérer et voter sur les problèmes politiques de la région et sur l'application de la ligne du Parti aux luttes menées à cet échelon.

7. L'article 14 des statuts (nécessité d'un certain temps de présence au Parti avant d'y exercer des fonctions) est supprimé.

L'article 8 des statuts concernant les jeunes est supprimé. Des propositions seront faites prochainement en ce qui concerne l'organisation des étudiants, des lycéens et des jeunes travailleurs au sein du Parti.

Le prochain Congrès devra statuer. □



tatives passées crée un terrain favorable pour que la question soit posée à tous les communistes ; il n'épargnera pas ses efforts afin qu'une réponse positive lui soit donnée dans les délais les plus rapides.

Pour cela, le P.S.U. participera à toutes les actions unies susceptibles de développer chez les classes exploitées une conscience socialiste, au besoin il en prendra l'initiative. Mais il ne se prêtera pas aux formules équivoques d'union des républicains ou des démocrates, qui vont à l'encontre de la clarification politique nécessaire pour le mouvement socialiste. Il n'acceptera en particulier l'unité avec des courants social-démocrates que si ces derniers manifestent clairement leur volonté d'affronter le capitalisme sur des objectifs précis avec l'ensemble des forces populaires. Sa préoccupation constante à travers les formes diverses de discussion et d'action à la base, d'actions unies au sommet, de confrontations publiques, sera de créer les conditions favorables à l'établissement d'une coalition solide et combattive de toutes les forces populaires pour le socialisme. □

15 - Les alliances

Pour le P.S.U. l'unité au sommet entre les organisations se réclamant du socialisme n'est pas une panacée, mais un moyen parmi d'autres dans la lutte pour la prise du pouvoir et la construction d'une société nouvelle. Les accords conclus entre les organisations ne peuvent en effet avoir des suites positives que s'ils favorisent réellement la mobilisation à la base des travailleurs, que s'ils font progresser dans les couches les plus larges la conscience des objectifs à atteindre contre l'adversaire capitaliste. De ce point de vue, rien n'est plus pernicieux que des ententes prétendues durables qui ne font que masquer les divergences aux yeux des masses et sèment la confusion. Toute alliance est évidemment un compromis entre des partenaires dont les orientations et les intérêts ne sont pas identiques, mais la recherche de compromis n'a de sens que si la coalition qu'on veut établir n'est pas paralysée par l'exis-

tence en son sein de contradictions sociales et politiques fondamentales. Dans le passé (en 1935, en 1945, en 1965, au début de 1968), le mouvement ouvrier et socialiste a souvent sacrifié à une conception trop peu rigoureuse des alliances en pensant qu'il suffisait de nouer des coalitions électoralistes et d'additionner des voix pour apparaître comme une force. Dans chaque cas, les alliances se sont révélées fragiles et totalement incapables de porter des coups décisifs au capitalisme, voire de faire face à des situations sortant de l'ordinaire.

C'est pourquoi le P.S.U. affirme qu'il n'y a pas de politiques d'alliances sérieuses sans discussion publique des objectifs et des divergences, ou sans participation effective de la base. Chaque partenaire,

dans une coalition, doit conserver son droit à la critique politique et idéologique, comme son entière liberté d'initiative en dehors de ce qui ne fait pas explicitement l'objet de l'entente et surtout doit avoir la possibilité d'affirmer ses positions dans des organismes de base communs, et ouverts à tous (Comités d'action, etc.). Le but d'une alliance ainsi comprise doit être de multiplier les forces des participants en donnant aux travailleurs la certitude que la convergence obtenue dans l'action ne se fait pas au détriment de la participation démocratique de tous, ni au détriment de l'objectif stratégique : la prise du pouvoir.

Dans les circonstances présentes, le P.S.U. ne se dissimule pas que la principale organisation du mouvement ouvrier et socialiste, le P.C.F., est très éloignée d'une pareille conception des alliances. Il est cependant persuadé que l'échec des ten-

16 - La dimension internationale des luttes

● 1. — La lutte pour le socialisme ne saurait être limitée au cadre d'un seul Etat. Le conflit des forces populaires et des classes dirigeantes, à l'intérieur de chacune des économies nationales, s'inscrit dans le contexte de la crise mondiale de l'impérialisme

Face à la solidarité internationale des grandes puissances capitalistes contre tout mouvement qui cherche à modifier le statu quo économique et social dans une partie quelconque du monde, il y a une interdépendance de fait des combats nationaux ou continentaux à l'échelle planétaire. L'échec ou le succès de luttes menées dans une région a des répercussions à des milliers de kilomètres de distance, négatives ou positives. Ainsi la lutte héroïque du peuple vietnamien en infligeant échec sur échec aux agresseurs américains depuis quelques années a été un élément moteur d'une remontée socialiste tant dans les pays occidentaux que dans une partie des pays sous-développés.

● 2 — Certains courants du mouvement socialiste occidental ont cherché un substitut à leurs propres difficultés en idéalisant les luttes révolutionnaires des peuples du Tiers-Monde, et en présentant celles-ci comme les seules luttes capables de porter un coup décisif aux forteresses de l'impérialisme. Contre une telle conception, il faut rappeler qu'en accordant une priorité à un secteur par rapport à un autre, qu'en sous-estimant les possibilités de lutte dans les pays capitalistes développés, on y favorise la passivité des forces socialistes et par là-même on permet à l'impérialisme de concentrer ses moyens contre le front le plus avancé. Le véritable internationalisme veut en fait qu'on commence à se battre effectivement sur son propre terrain contre l'ennemi commun ce qui ne signifie pas bien entendu, que chacun mène sa propre lutte sans se préoccuper des autres. Au contraire, si la victoire des forces socialistes paraît possible dans un pays particulier, la consolidation de cette victoire et le

développement du socialisme lui-même dépendront du soutien que lui apporteront les luttes populaires dans les autres pays et des répercussions qu'elle suscitera dans l'ensemble du système capitaliste mondial.

● 3 — Cependant, le processus mondial de lutte pour le socialisme ne se limite pas à la convergence des conflits sociaux à l'intérieur de la citadelle capitaliste et des luttes menées, à la périphérie, par les forces populaires des pays dominés. Le phénomène est rendu plus complexe par les conflits internes de l'impérialisme lui-même, par le fait que de nombreux pays ou groupe sociaux sont à la fois oppresseurs et opprimés. La complexité s'accroît encore si l'on considère le rôle, dans le rapport des forces mondiales, des pays non capitalistes du monde.

● 4 — L'ambiguïté de ce rôle tient à la nature même de ces pays et aux difficultés qu'ils ont rencontrées sur la voie du socialisme, à la fois du fait de conditions objectives défavorables (sous-développement initial, encerclement étranger, etc.) et d'erreurs politiques graves (conception bureaucratique du parti et de l'Etat). D'une part ces pays ont aboli la propriété privée des moyens de production. Ils ont fait la première expérience historique d'une économie débarrassée de la tutelle patronale. A ce titre, leur existence même constitue un affaiblissement du système capitaliste mondial et toute atteinte à leur intégrité serait un succès pour les forces impérialistes. D'autre part, les conditions objectives et les erreurs politiques évoquées plus haut ont abouti, dans le plus grand nombre de ces pays, à une véritable dégénérescence bureaucratique du socialisme dont les répercussions internationales ont été extrêmement graves et demeurent aujourd'hui un obstacle au développement de l'internationalisme socialiste.

● 5 — Dans le but de défendre des intérêts bureaucratiques d'Etat, les dirigeants de l'Union Soviétique en particulier ont cherché à subordonner les partis communistes aux variations de leur diplomatie et à faire admettre l'idée que l'avancée

du socialisme est possible seulement par leurs propres succès sur l'arène internationale. Préoccupés de trouver avec l'impérialisme américain un accord garantissant à chacun l'intangibilité de sa sphère d'influence contre les tendances centrifuges internes, ils ont tendance à ne voir dans les autres partis communistes qu'un moyen de pression sur le partenaire, tant qu'ils reconnaissent la direction idéologique du premier pays à s'être débarrassé du régime capitaliste et ne s'engagent pas dans une lutte conséquente pour le socialisme dans leur propre pays. L'attachement à cette conception de l'Etat-guide ou du parti-guide a eu et a toujours des conséquences profondément négatives. Les partis qui le partagent sont désarmés et désarçonnés, les mouvements anti-bureaucratiques qui, depuis de longues années, secouent les pays non-capitalistes. En essayant de maintenir contre vents et marées

la fiction d'un camp socialiste qui préfigurerait le type de société qu'eux-mêmes voudraient instaurer, ils se refusent par là-même à reconnaître toute la valeur positive de la contestation du stalinisme et jettent suspicion sur le combat socialiste dans les pays capitalistes.

● 6 — C'est pourquoi le véritable internationalisme aujourd'hui ne comporte pas seulement la lutte contre l'impérialisme et ses serviteurs, contre la social-démocratie et son opportunisme, mais aussi contre les séquelles du stalinisme, contre les conceptions de l'Etat-guide et du parti-guide qui empêchent encore, malgré des progrès récents, nombre de partis communistes et de pays non capitalistes dans le monde de jouer pleinement le rôle qui devrait être le leur dans la lutte mondiale pour le socialisme.

● 7 — C'est en fonction de cette analyse que le P.S.U., sans s'embarasser de préalables d'étiquettes, entend approfondir ses contacts avec les socialistes de toutes les parties du monde sans aliéner en rien sa liberté de critique. Si la diversité des luttes dans chaque pays ne permet pas d'envisager un état-major international, auquel des partis nationaux pourraient être subordonnés, leur convergence au contraire exige une coordination étroite, sous la forme d'un échange permanent des informations et d'une critique réciproque des expériences. C'est pourquoi notre parti, tout en s'efforçant de poursuivre ou de nouer des relations cordiales avec les autres courants socialistes, se fixera comme tâche prioritaire le renforcement et la structuration des contacts

Librairie de Tribune Socialiste

Tous ces livres sont en vente
à la Librairie de Tribune Socialiste

EDITIONS DU SEUIL

- *Le devoir de violence*, de Yambo Ouologuen (Prix Renaudot) 15,00 F
- *L'O.R.T.F., un combat*, de R. Louis 15,00 F
- *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, d'Alain Touraine 21,00 F
- *Les Communistes*, d'Annie Kriegel 7,50 F
- *Ils accusent*, par l'U.N.E.F. et le S.N.E.Sup. (le Dossier complet de la répression) 9,00 F

EDITIONS JULLIARD

- *Le Laminage continu*, de Pierre Belleville 20,70 F

CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

- *Dialectique marxiste et pensée structurale* (Débat entre Poulantzas, F. Chatelet, Marc Ferro sur les travaux d'Althusser) 12,00 F

EDITIONS GRASSET

- *L'Empire américain*, de Cl. Julien 25,00 F
- *Pour tout envoi postal, envoi franco (sans ristourne).*
- *Pour tout achat au siège de T.S. : ristourne 10 %.*
- *Adressez les commandes à T.S., 54, Bld Garibaldi, Paris 15^e. Paiement à la commande par chèque postal ou bancaire C.C.P. T.S. 58 26 65 Paris.*

entre les organisations les plus proches de sa propre ligne, c'est-à-dire entre tous les courants du socialisme de gauche dans le monde entier.

● 8 — Cette tâche implique pour les socialistes français une responsabilité particulière du fait de la politique étrangère du gaullisme. Si la crise sociale de Mai et la crise monétaire de Novembre ont obligé le pouvoir gaulliste à changer les formes apparentes de sa politique extérieure, elles n'en ont pas modifié fondamentalement l'objectif. Tout en poursuivant sa collaboration avec l'Union Soviétique, de Gaulle doit se rapprocher des États-

Unis. En fait, il s'agit toujours pour lui de se faire admettre parmi les « Grands » pour mener avec eux la politique de partage du monde et de domination des peuples. C'est pourquoi nous devons dénoncer inlassablement cette politique. La lutte pour le retrait de la France du Pacte Atlantique doit être le moyen de mettre à nu les contradictions de la diplomatie gaulliste et d'en démasquer les véritables objectifs.

Cette action s'inscrit dans la lutte globale du courant socialiste européen confronté avec la même présence de l'impérialisme américain au travers de ce Pacte et de son organisation militaire, l'OTAN. □

vent organisé entre eux une division internationale du travail qui respecte la liberté d'orientation de chacun : création de services publics européens de l'énergie, des transports, planification des échanges, mécanisme multilatéral de paiements géré collectivement avec droit de veto, etc.

● 4 — En dehors de ces propositions il faut développer des actions exemplaires pour faire apparaître les véritables solidarités. C'est par des contacts entre travailleurs français et anglais de l'aéronautique, français et italiens de l'automobile, entre paysans salariés ou non des régions rurales pauvres que pourraient être prises des initiatives de luttes simultanées.

● 5 — Les problèmes des travailleurs migrants, des concentrations européennes, de « l'exportation du chômage », des « réformes des sécurités sociales » et des politiques agricoles communes doivent fournir la possibilité d'élargir le terrain des luttes et de multiplier les contacts par-dessus les frontières.

● 6 — En même temps, les éléments les plus conscients des travailleurs, des étudiants, des enseignants et des intellectuels doivent démontrer concrètement leur solidarité contre les tentatives qui visent en chaque pays à adapter les structures et le contenu des systèmes d'enseignement, de formation et de recherche aux besoins du capitalisme dans sa phase actuelle d'organisation internationale et de processus technique.

● 7 — La liaison entre ces différentes formes de luttes permettra d'orienter les forces socialistes au-delà des réformes urgentes de l'organisation du Marché Commun, du système monétaire ou du système culturel vers une mise en cause de tout le régime économique, idéologique et politique de l'Europe occidentale.

● 8 — Le P.S.U. s'efforcera d'y contribuer, en ce qui le concerne, en resserrant les liens avec les organisations européennes qui poursuivent le même combat pour un socialisme actuel et démocratique, sans pour autant s'interdire les confrontations et les actions communes, sur des objectifs délimités, avec les autres courants du socialisme en Europe. □

17 - Les luttes à l'échelle européenne

● 1 — Dans la phase actuelle marquée à la fois par l'échec de la C.E.E. à réduire les rivalités nationales, l'extension de l'emprise des firmes internationales et la réapparition des crises de l'emploi, les forces du mouvement ouvrier n'ont pas été à même de développer une stratégie commune. Leur force combattive semble réduite par leur inaptitude à définir clairement des solutions à la crise ; tantôt elles croient utile d'apporter un soutien — plus ou moins résigné — aux gouvernements nationaux lorsque ceux-ci demandent leur coopération en mettant en avant les thèmes de la défense des intérêts généraux du pays ; tantôt elles contestent les décisions du même État mais seulement dans la mesure où celles-ci favorisent le maintien de la répartition actuelle des revenus. En pratique, malgré la multiplication des liaisons et des rencontres, l'organisation de luttes communes se heurte à des réflexes nationalistes.

● 2 — De leur côté, les masses de petits paysans fidèles aux organisations traditionnelles dominées par les grands agrariens acceptent une politique de défense corporative qui favorise la main-mise progressive du grand capital sur le secteur de la production agricole et exacerbe les divergences d'intérêts entre les travailleurs ruraux et les masses urbaines.

● 3 — Il ne semble pas raisonnable d'attendre aujourd'hui un changement rapide de l'attitude des grandes confédérations internationales ; cependant dans leur cadre, il est possible de développer l'analyse de l'économie occidentale en mettant en évidence ses conséquences sociales, et en affirmant la nécessité d'une planification européenne s'imposant aux grands groupes financiers et industriels ainsi qu'en posant concrètement les conditions qu'un gouvernement de transition devrait imposer à ses partenaires européens pour pouvoir développer sa propre expérience sans craindre un étranglement par les forces économiques internationales.

L'expérience socialiste française ne pourra pas et ne devra pas se faire dans l'autarcie. Le pouvoir socialiste devra donc, dès sa mise en place, saisir nos partenaires du Marché Commun des demandes de modifications du traité nécessaires pour que puisse être préservé un volume d'échanges important sans que les mécanismes européens puissent limiter le déroulement de l'expérience socialiste en France. Il devra aussi définir la stratégie économique pas laquelle des pays à structure sociale différente peu-

Elargir les luttes universitaires

Dans le domaine universitaire, le pouvoir gaulliste cherche à reprendre sur les facultés et sur les lycées un contrôle qu'il a perdu depuis mai. Il utilise à cet effet deux tactiques complémentaires : l'une plus brutale : la répression disciplinaire et policière; l'autre plus subtile : les projets de participation et les efforts pour diviser le mouvement lycéen et étudiant, dresser les enseignants contre ce mouvement et isoler le monde scolaire et universitaire de l'ensemble des travailleurs. Le régime gaulliste laisse le champ libre aux actions et aux propos provocateurs des groupes fascistes de façon à combiner les deux objectifs d'une seule et même politique : d'une part, intimider ou provoquer le mouvement étudiant et discréditer dans l'opinion populaire les luttes politiques à l'Université; d'autre part, présenter l'Etat comme une force rassurante et nécessaire, et la loi Faure comme une proposition raisonnable de retour à l'ordre. Mais ces variations ne doivent pas masquer l'unité du but poursuivi : pour la classe dominante, il s'agit de rétablir sa domination politique et idéologique sur l'enseignement secondaire et supérieur, afin de renforcer la subordination de cet enseignement à ses intérêts.

Dans les lycées cette tentative de reconquête est menée avec une vigueur particulière. En effet, le cadre institutionnel des lycées a mieux résisté que celui des universités à la tempête de mai, ce qui laisse espérer au Pouvoir un retour plus facile à l'ordre d'autrefois. D'autre part, le pouvoir bénéficie de l'appui de forces conservatrices non négligeables, aussi bien parmi les enseignants que parmi les parents d'élèves. Aussi la répression s'aggrave comme en témoignent les exclusions de Bordeaux et du lycée Chaptal. A cet égard il faut souligner la responsabilité de trop nombreux enseignants et celle de leurs organisations qui, par leur passivité ou leur hostilité active aux comités d'action lycéens, permettent à cette répression de s'étendre sans obstacle. Le P.S.U. réaffirme qu'aujourd'hui le soutien effectif au mouvement lycéen est le véritable critère qui permet de séparer les ensei-

gnants progressistes des enseignants réactionnaires. Aussi les militants du P.S.U. et en particulier ses enseignants et ses étudiants s'opposeront à toutes les mesures de répression qui frappent les lycéens et leur organisation; ils s'efforceront d'autre part de briser l'isolement dans lequel le Pouvoir essaie d'enfermer le mouvement lycéen et de renforcer la solidarité active entre étudiants, enseignants et lycéens.

En ce qui concerne l'université, l'échec de la politique gouvernementale, sous l'une ou l'autre de ses formes, paraît probable. Les tentatives d'intimidation et de répression n'aboutissent qu'à accroître la combativité et la cohésion des étudiants, comme l'ont montré en décembre la grève de Nanterre et les actions menées à Grenoble, Clermont-Ferrand, Toulouse...

Quant aux projets de participation, leurs buts deviennent de plus en plus clairs : il s'agit de subordonner plus étroitement l'université au projet du régime gaulliste et aux intérêts capitalistes, en faisant entériner cette subordination par les étudiants et les enseignants eux-mêmes. Sur le plan tactique il s'agit de diviser les étudiants et d'opposer les étudiants aux enseignants. Mais ces plans ont fait long feu : le gouvernement a été incapable au premier trimestre d'organiser la reprise des enseignements, et il n'exerce aucun contrôle sur la rentrée qui s'effectue actuellement. La polémique d'Edgar Faure contre les C.D.R. et son chantage au fascisme ne sont qu'une ultime manœuvre pour duper les étudiants et en faire une force d'appoint au service de ses ambitions. Mais comme les étudiants ont compris depuis longtemps que le « libéralisme » de Faure et la brutalité policière de Marcellin ne sont que les deux faces d'une même médaille, cette manœuvre échouera comme celles qui l'ont précédée; pour le gouvernement la bataille de l'université sera perdue.

Le rapport des forces actuel ne permet nullement d'imaginer un îlot universitaire socialiste au sein du régime gaulliste. L'illusion d'une gestion loyale de l'université actuelle ne peut donc déboucher que

sur la caution apportée au capitalisme. L'illusion qui consiste à vouloir transformer l'université en un prétendu réduit révolutionnaire ou base rouge ne peut, de son côté, déboucher que sur le repli défensif, et un isolement du mouvement étudiant, d'autant plus dangereux qu'il mettrait en avant des objectifs qu'il ne peut atteindre à lui seul.

Il est au contraire nécessaire de faire admettre par l'ensemble des travailleurs l'importance des luttes universitaires pour l'avenir du socialisme. C'est pourquoi les militants du P.S.U. s'efforceront de contribuer à l'élargissement et à l'organisation de ces luttes. Leur rôle n'est pas de chercher avant tout à provoquer la paralysie des activités d'enseignement et de recherche dans l'Université, mais de proposer les objectifs capables de faire progresser l'ensemble du mouvement des étudiants et des enseignants progressistes. A cette fin, ils refuseront de se laisser enfermer dans le cadre de la « participation » et des structures de type parlementaire que veut instituer la loi Faure. En fonction des possibilités locales, ils saisiront toutes les occasions de populariser les formes et les objectifs du contrôle étudiant. Ils contribueront à mettre en place, dans l'Université, les structures de contrôle et de combat qui permettront de développer les discussions nécessaires entre les forces en lutte tant au sommet qu'à la base, et de répondre aux objectifs essentiels du moment :

- développer au maximum les contradictions du camp adverse;
- engager la lutte contre l'idéologie de la classe dominante;
- assurer à la base l'unité des lycéens, des étudiants et des enseignants en lutte pour assurer leur appui au combat des travailleurs.

Ainsi pourra s'effectuer l'indispensable jonction des luttes universitaires avec les luttes ouvrières, non seulement par le soutien apporté à l'action des travailleurs dans leurs entreprises, mais avant tout par l'effort permanent pour instituer une convergence politique et idéologique des luttes. □

(Résolution du Comité Politique National.)